

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boîte Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° SPÉCIAL
JUILLET 1970

POUR DÉVELOPPER LE FRONT DE LUTTE

CONTRE LA FASCISATION ET LE RÉVISIONNISME

QUE LA JEUNESSE S'UNISSE A LA CLASSE OUVRIÈRE !

ÉDITORIAL

Chaque jour qui passe amène un élément nouveau au chapitre de la fascisation. Le récent discours de Marcellin ou le resserrement des liens politiques et économiques avec les régimes fascistes européens n'en sont que quelques exemples. La bourgeoisie a peur ; elle craint plus que jamais les retombées de sa politique de misère, de chômage et de vie chère qui se manifeste encore, en ce mois de juillet, par la nouvelle hausse de la R.A.T.P. Prudente, elle prépare les arrières de sa future répression terroriste. La fascisation, c'est l'aspect politique de son oppression économique. Par la privation des droits les plus élémentaires, les bourgeois espèrent endiguer la colère populaire qui gronde contre les cadences, le chômage et la vie chère.

Cette politique rejette de fait toute lutte de masse dans l'illégalité, dans la violation du droit bourgeois. A l'heure de l'effondrement de l'impérialisme français, les possibilités de lutte légale s'épuisent et en tout cas sont de plus en plus subordonnées à l'action illégale. Ce sont les masses elles-mêmes qui sont forcées de se mettre hors-la-loi, lorsqu'elles s'engagent dans la lutte. Ce sont ces conditions qui permettront l'agonie progressive de l'électoratisme et du pacifisme.

Et pourtant la riposte à la fascisation, aux véritables mesures de guerre civile que prend le pouvoir, a du mal à s'organiser, à se développer, à créer un rapport de forces. L'agitation de « l'extrême gauche » (pour les uns, une propagande générale sans intervention directe, pour les autres, une intervention directe sans appui de masse) ne permet pas de dresser le prolétariat contre ces mesures. La raison de cette faiblesse est simple : les révisionnistes du P.C.F., encore puissants dans la classe ouvrière, défendent la fascisation et font tout pour briser la riposte. Les luttes demeurent éparses et isolées ; leur fréquence est égale à leur manque de cohésion.

Que faire ?

Il y a aujourd'hui chez les ouvriers une large frange révolutionnaire composée surtout de jeunes qui engage la lutte classe contre classe en dehors du révisionnisme mais en dehors aussi d'une centralisation efficace.

Il y a un mouvement de la jeunesse spontanée qui se dresse sans perspective face à l'oppression capitaliste.

Il y a un mouvement de révolte chez les petits paysans, artisans et commerçants que la réaction s'efforce de dévoyer.

Que faire ? Comment unifier cela ? Par où commencer ?

Il faut avant tout, condition de tout succès, un parti d'avant-garde, un parti de la classe ouvrière, un parti gagnant la confiance du prolétariat pour le conduire, en alliance avec tous les exploités, à sa dictature révolutionnaire instituant la démocratie pour le peuple et l'oppression pour les exploités.

Mais ce parti ne peut s'édifier dans l'abstrait. Son développement dépend aussi et surtout de sa capacité à saisir à chaque moment le bon maillon de la chaîne, à partir des faits tels qu'ils sont pour fonder son action.

Aujourd'hui, la résistance à la fascisation a plusieurs pôles, mais surtout elle a deux pôles : la lutte de la classe ouvrière, la lutte de la jeunesse. Il faut unifier ces deux pôles, faire en sorte que l'essor du mouvement ouvrier dépasse et entraîne celui du mouvement de la jeunesse qui pour l'instant le précède encore. Pour cela, il n'y a qu'un moyen : il faut que les jeunes s'unissent au peuple et par là unissent le peuple. Il faut que les jeunes acceptent la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste et guident leur action en suivant ses directives.

Ces trois mois d'été doivent donner aux jeunes, et notamment aux intellectuels, l'occasion de s'engager dans cette voie. Qu'ils aillent s'unir aux ouvriers et faire l'expérience du travail en usine. Qu'ils aillent s'unir aux paysans et faire l'expérience du travail de la terre. Qu'ils aillent dans les camps de vacances, les campings, sur les plages, partout où des travailleurs se reposent, pour répandre les idées révolutionnaires, faire connaître les luttes exemplaires de France et du monde. Qu'ils forment des groupes de propagande, des troupes de théâtre, des équipes d'apprentissage.

Par là, on progressera en fait dans trois directions :

1) dans l'unification de la jeunesse révolutionnaire : les étudiants, les lycéens, les apprentis, les employés, les ouvriers, les paysans, feront l'échange de leurs expériences de lutte et de leurs perspectives prochaines ;

2) dans l'unification du mouvement ouvrier : cette activité de la jeunesse portera nécessairement des coups au révisionnisme, ce qui affaiblira la principale cause de division ;

3) dans l'unification du peuple : les idées révolutionnaires de la ville pénétreront à la campagne.

Le futur front uni révolutionnaire de tous les exploités contre les monopoles se trouve aujourd'hui en raccourci dans le mouvement de la jeunesse, particulièrement sensible à l'oppression matérielle et idéologique du capitalisme, particulièrement consciente des trahisons révisionnistes. Que la jeunesse se regroupe autour des jeunes ouvriers, qu'elle se lie profondément aux masses populaires, et nous aurons alors une arme nouvelle pour lutter, sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste, contre la fascisation et ses fourriers révisionnistes, pour la révolution prolétarienne.



La jeunesse albanaise travaille à l'édification du socialisme.

"LA NOUVELLE SOCIÉTÉ" CHABAN-POMPIDOU - LE VOL "LÉGAL"

A Noisy-le-Sec « la nouvelle société » Chaban-Pompidou a organisé le vol légal chez un petit commerçant qui doit des cotisations à la Sécurité Sociale. C'est un des traits principaux de cette « Nouvelle société » d'escroquerie en tout genre. Il n'est pas question bien entendu que les lois iniques de cette société s'appliquent aux monopoles capitalistes qui eux doivent des milliards ! Non ce sont les petits qui une fois de plus font et feront les frais de ce nouveau type de société ! Déjà écrasés par les impôts, les patentes, les taxes diverses pour que les exploiters puissent se payer leurs yachts, leurs villas, leurs voitures et tout le reste, les petits commerçants comme la classe ouvrière et les autres couches travailleuses sont exploités sans merci, pour le seul profit des monopoles capitalistes dont l'Etat est l'agent d'exécution.

ENTREE PAR EFFRACTION

Il y a un mois, une mobilisation d'une centaine de commerçants et artisans, bien décidés à s'opposer à la saisie du matériel, avait fait reculer les agents d'exécution de la bourgeoisie (ces gens-là ne sont braves et conscients de leur « devoir » que lorsqu'ils n'ont personne pour s'opposer à eux, ou lorsqu'ils rentrent par effraction chez les gens !). Mais il y a huit jours, sans aucun avertissement, les larbins du pouvoir sont revenus à la charge. Profitant que c'était un lundi, jour de fermeture quasi générale des petits commerçants, ils essayèrent d'ouvrir la grille du magasin ; trouvant derrière celle-ci une autre porte fermée, ils firent alors le tour du magasin et avec un passe-partout entrèrent par derrière à cinq ou six personnes, chemise blanche et cravate ; (pour un tel travail il faut bien avoir l'air de gens respectables). En plus de ces représentants de l'ordre de la légalité bourgeoise, pour faire plus « vente légale », se trouvaient quatre ou cinq acheteurs bidons en bleu de travail.

VENTE AUX « ENCHERES »

Ils commencèrent alors à vendre aux enchères publiques, à l'intérieur du magasin, le matériel qui s'y trouvait aux acheteurs bidons, qui bien entendu sont des comparses. L'opération dura environ 20 à 30 minutes. Le locataire du magasin prévenu par un autre commer-

çant, lui-même aux prises avec « la nouvelle société », ne put mobiliser que quelques personnes. lorsqu'ils arrivèrent sur place les voleurs « légaux » avaient pris la fuite. La femme du locataire du magasin, qui était arrivée, alors que les escrocs étaient dans le magasin ne put obtenir aucun reçu du matériel emporté ; il lui fut répondu que « c'était légal, et que le matériel vendu sur place ne représentait pas la valeur de la dette à régler ». D'où possibilité de retour de jour comme de nuit.

Ainsi donc la « nouvelle société » se démasque une fois de plus aux yeux de tous comme une société de bandits. Organisée dans le vol avec effraction si cela est nécessaire à ses profits, ainsi donc la « nouvelle société », qui a le droit de rentrer chez vous sans que vous ayez à vous en plaindre, a aussi le droit de vous exploiter, de vous emprisonner si cela lui chante, le droit de vous interdire de parler, de diffuser tel ou tel journal, brochures. Cela me rappelle étrangement le régime fasciste d'Hitler et de son acolyte Pétain, contre lequel tant des nôtres ont lutté jusqu'à la mort.

Mais ceux qui restent et qui ont connu cette époque, savent qu'ils n'ont pas lutté et que leurs frères ne sont pas morts pour en arriver là.

Il nous faut tous unis au coude à coude derrière la classe ouvrière débarrassée du révisionnisme qui a trahi la cause du peuple de jour en jour davantage depuis la libération, reprendre le combat contre les nouveaux fascistes de la « nouvelle société » ! Il nous faut populariser largement, par tracts, affiches, meetings, discussions, toutes les formes de luttas qui naissent spontanément contre le pouvoir des monopoles et les organiser dans un vaste Front Uni Révolutionnaire dirigé contre les nouveaux tyrans et leurs alliés.

Le peuple n'a rien à y perdre que ses chaînes ! Mobilisons-nous en permanence contre la « nouvelle société ».

A BAS L'ETAT DES MONOPOLÉS !

A BAS LES LAQUAIS A SON SERVICE !

VIVE LE FRONT UNI REVOLUTIONNAIRE !

VIVE LE SOCIALISME !
L'Artisan

A BAS LA HAUSSE DES TRANSPORTS !

Nouvelle hausse du métro : le carnet passe de 7 à 8 F. Le capitalisme renchérit sans cesse la vie : c'est une de ses lois, c'est un moyen de diminuer le salaire réel de l'ouvrier, d'augmenter la plus-value extorquée par l'exploitation. Mais l'arme à deux tranchants, l'exploitation accrue accroît la colère et la combativité, la lutte quotidienne endigue momentanément l'exploitation, elle prépare de grandes luttas qui y mettront fin.

Le plan primitif était de faire passer le carnet à 8 F dès février. Le pouvoir a reculé, différé, procédé par palliers. Par générosité, bonté d'âme, paternel souci d'épargner le peuple ? Il a été contraint de reculer par la campagne d'agitation contre les hausses de février. La lutte paie.

A nouveau combattons la hausse. Développons contre elle les formes d'action les plus variées. Osons lutter !

ART DE L'ÉPOQUE DE LA PENSÉE MAOTSETOUNG

Nous encourageons tous nos lecteurs à visiter et à faire visiter l'exposition de céramiques chinoises au Musée Guimet à Paris jusqu'au 12 juillet ; nées dans l'âpre lutte de classe de la Révolution Culturelle, ces œuvres sont un témoignage concret de la transformation révolutionnaire de l'art chinois en un art prolétarien au service de la grande masse du peuple, tant par son contenu que par les techniques artistiques nouvelles qui lui donnent vie : des reproductions de la Cour des Fermages au Fanal Rouge, l'ensemble de l'exposition constitue un puissant stimulant idéologique ; à tel point que les conseillers municipaux du XVI^e arrondissement ont demandé sa fermeture : un bel hommage à l'art révolutionnaire !

VILLEURBANNE ; La POLICE MATRAQUE dans une ÉGLISE

Le 21 juin, 2 flics s'attaquent à un diffuseur de « Front Uni » sur le marché. Après une prise de parole d'un camarade, des renforts de flics arrivent et pourchassent une quinzaine de camarades pour les matraquer jusque dans une église. Sept d'entre eux sont inculpés et écroués pour « violence et rébellion », certains mêmes renvoyés de leur lycée. La riposte s'organise. Les flics ne nous empêcheront pas de diffuser notre presse !

Abonnement
— vacances —
10 F
20 F
Juin - juillet - août - septembre
4 mois
sous pli fermé
règlement comme pour les abonnements ordinaires.

Deux importants textes d'Enver Hoxha publiés en français (Edition « Naïm Frashëri »)

— RAPPORT PRESENTE A LA PREMIERE CONFERENCE CONSULTATIVE DES CADRES ACTIFS DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE (8 AVRIL 1942).

0,50 F (0,90 F contre envoi).

— 25 ANNEES DE LUTTES ET DE VICTOIRES SUR LA VOIE DU SOCIALISME.

(Discours prononcé à la réunion solennelle consacrée au 25^e anniversaire de la libération de la Patrie et au triomphe de la révolution populaire).

1 F (1,80 F contre envoi).

En vente à la librairie « LE PHENIX », 72, bd de Sébastopol Paris 2^e ; ou par notre intermédiaire.

En avant vers les 15 millions

	Total précédent	141 439,66 F
A.	Marseille	10 F
C.D.H.R.	Paris 12 ^e	15 F
J.P.	Paris	10 F
C.D.H.R. Blanqui	Paris 13 ^e	30 F
Une sympathisante CDHR Blanqui	Paris 13 ^e	10 F
Un camarade M.-L.	Angers	25 F
Un camarade M.-L.	Nord	50 F
C.D.H.R.	Toulouse	40 F
C.D.H.R.	Toulouse	80 F
C.D.H.R.	Lyon	7 F
J.P.C.	Tarbes	4 F
Une sympathisante H.R.	Saint-Maur	10 F
Total		141 730,66 F

Secours Rouge

	Total précédent	4 735,90 F
Un camarade M.-L.	Angers	25 F
C.D.H.R.	Noisy-le-Sec	26 F
Un couple de travailleurs	Toulouse	15 F
Collecte librairie « Le Phénix »	Paris	92,60 F
Total		4 894,50 F

PARIS : Meeting enthousiaste

La petite salle de Lancry était bien remplie par les 400 participants au meeting que « L'Humanité Rouge » organisait le mercredi 24 juin en vue de saluer la Déclaration du 20 mai 1970 du Président Mao Tsé toung sur la situation internationale.

En présence des représentants de l'Agence Chine Nouvelle, de l'Union des Etudiants Vietnamiens en France, de l'Union des Etudiants Lao, trois orateurs se succédèrent à la tribune : le premier pour expliquer la portée immense de l'appel de Mao Tsé toung, le second pour tracer un tableau de la situation internationale, excellente pour la lutte des peuples du monde, le troisième pour rappeler les traditions internationalistes du prolétariat de France.

L'enthousiasme de l'assistance, parmi laquelle se trouvaient de nombreux ouvriers français et immigrés, ne fit que croître pendant toute la durée du meeting.

La projection d'un film vietnamien qu'un incident technique privait de son donna l'occasion à la salle de combler parfaitement cette lacune en sifflant et en chantant de nombreux chants révolutionnaires, tandis qu'un camarade lisait la Déclaration du Président Mao Tsé toung.

Le meeting se termina par l'hymne du Front, l'Internationale, de nombreux mots d'ordre révolutionnaires, chantés et scandés par toute la salle debout pendant près de quinze minutes.

Ce meeting est un succès de « L'Humanité Rouge », du combat qu'elle mène pour la mobilisation anti-monopoliste et anti-impérialiste.

N.B. La collecte pour la participation aux frais de la salle (versée à la souscription) a recueilli 570 F.

LIBÉREZ GEISMAR :

Le gouvernement tient à faire de Geismar la première victime de sa loi anti-casseur. Alain Geismar a été arrêté. Il est inculpé de « provocation d'attroupement et d'appel à la violence suivi d'effet ». Traduisons en clair : Alain Geismar avait appelé à manifester les 27 et 28 mai pour protester contre le procès scandaleux intenté aux directeurs de *La Cause du Peuple*, avait recommandé aux manifestants de ne pas renoncer, devant les forces de l'ordre bourgeois, à leur droit d'expression. Ce qui est en cause depuis le début dans cette escalade de la répression, c'est le droit de s'exprimer pour attaquer l'ordre capitaliste. La démocratie bourgeoise reconnaît formellement la liberté d'expression ; la dictature bourgeoise suspend l'exercice de cette liberté dès qu'elle menace ses intérêts ; elle tente d'imposer le silence à ses opposants par la terreur : c'est un des aspects de la fascisation que nous ne cessons de dénoncer.

Nous savons aussi qu'en recourant à la terreur la bourgeoisie brûle ses dernières cartouches. Nous devons faire en sorte que chaque nouvelle mesure de répression, chaque nouvelle arrestation serve à une prise de conscience plus nette de la nature de l'Etat bourgeois et contribue en définitive à le combattre.

L'Humanité révisionniste : Mensonges au service du pouvoir

L'Humanité révisionniste relate l'arrestation d'Alain Geismar, dirigeant de la Gauche Prolétarienne « dissoute à la suite des actes de vandalisme commis fin mai au Quartier Latin, à Paris ». Pour L'Humanité blanche, la dissolution d'un groupe « gouchiste » n'est qu'une mesure de simple police, voire de salut public (il est vrai que les intérêts du P.C.F. et du gouvernement sont devenus solidaires). Le « vandalisme » est une notion qui permet d'éviter le problème de la violence gouvernementale et de la violence révolutionnaire. Mais ici le mensonge est gros : les événements du Quartier Latin datent du 27 mai APRES-MIDI et du 28 mai, le décret de dissolution a été publié le 27 mai à MIDI !

LES JOURNÉES DU 27 ET 28 MAI A PARIS

ou LES ILLUSIONS DE LA "GAUCHE PROLETARIENNE"

Nous publions, à titre de témoignage politique, cette lettre du C.D.H.R. du Centre Universitaire Censier, sur les journées de lutte contre la répression des 27 et 28 mai.

En début d'après-midi, nous prenons connaissance d'un tract crapuleux, diffusé par l'Union des Etudiants Révisionnistes de la Fac des Sciences, sur le thème : « Pièce mise en scène par Marcellin, jouée par la « Gauche Proletarienne ».

Nous en faisons une lecture publique, puis nous donnons l'ordre aux minettes de l'U.E.C. de déguerpir, ce qu'elles firent rapidement.

A 15 heures se tient un meeting regroupant environ 500 étudiants (dont un certain nombre ne sont pas de Censier). Très vite on constate que la masse des étudiants présents est prête à riposter aux flics si nécessaire.

Apprenant que les flics sont devant la faculté des Sciences, un certain nombre d'étudiants décide d'aller prêter main-forte aux étudiants de la Halle aux Vins (sans savoir s'il est possible d'y arriver).

La ligue trotskyste et l'A.J.S. (groupe trotskyste) interviennent pour essayer de récupérer le mouvement : leurs orateurs se font huer. Un membre de la G.P. intervient, il ne sera pas plus écouté.

Sans la moindre organisation, des groupes partent vers la Halle aux Vins. Bientôt ils doivent se replier sur Censier, suivis par les flics. L'auto-défense de la fac s'organise.

La position des marxistes-léninistes est la suivante : la situation n'est pas favorable (la masse des étudiants n'est pas présente), mais puisque les flics nous attaquent, nous ripostons.

Des barricades sont dressées dans les rues voisines. Les flics sont harcelés et reculent à plusieurs reprises. Vers 18 heures, les flics reçoivent des renforts. La fac est évacuée.

L'aspect principal est la spontanéité de la révolte, débordant toutes les organisations, y compris la G.P. L'absence de la masse des étudiants est également à noter, ce qui explique que les affrontements n'aient pu déboucher sur quoi que ce soit.

C.D.H.R. Censier.

« Si nous tenions à passer à l'offensive alors que les masses n'ont pas pris conscience, ce serait de l'aventurisme. Si nous voulions à toute force amener les masses à faire quelque chose contre leur gré, nous échouerions à coup sûr ».

(Mao Tsé toung - P.L.R. p. 143).

Les leçons à tirer des journées du 27 et 28 mai sont importantes à plus d'un point de vue. Nous en examinons ici une : l'échec de la ligne tactique de la G.P.

« LA PLAINE EST SECHE »

La G.P. partait de l'idée que le révisionnisme est démasqué aux yeux des masses. Elles s'emparent de la violence, en comprennent la nécessité.

« Regardez, disait-elle, les petits commerçants affrontent les flics ; ils veulent « construire la France du peuple sur les ruines de la France du fric » ; comme nous nous sommes battus à leurs côtés à Grenoble, ils viendront se battre à Paris pour libérer Le Dantec et Le Bris ».

Dans ces conditions, les masses qui portent en elles la violence révolutionnaire la feront éclater si on leur donne l'exemple. La G.P. se voulait l'étincelle qui met le feu à la plaine !

L'ETINCELLE

Le procès de Le Dantec et Le Bris devait être l'occasion d'allumer ce feu ; ce devait être le signal d'un nouveau Mai. Par des actions violentes de commandos, la G.P. pensait déclencher le processus de mobilisation des masses.

Pauvre G.P. Ses rangs étaient truffés de flics ; aucune des actions qu'elle avait prévues ne put se dérouler (conséquence du libéralisme organisationnel). Il ne lui reste qu'à affronter les flics de manière improvisée. Et, une fois de plus, la G.P. aura fait des masses des spectateurs, ce qui signifie qu'elles n'ont pas progressé dans leur compréhension de la violence révolutionnaire.

Après deux journées d'affrontements sporadiques, le mouvement déclenché par la G.P. s'est éteint, car il était coupé des masses et ne correspondait pas à leur niveau de conscience. « Un tel mouvement ne pouvait qu'échouer, étant en dehors de toute participation des masses » (Lénine).

Pour la G.P., quel que soit le rapport de force, il n'y a qu'un type

d'action : l'affrontement avec les flics. Elle est comme les « socialistes révolutionnaires » que critiquait Lénine : « D'abord ce parti niant le marxisme, s'obstinait à ne pas vouloir (peut-être serait-il exact de dire : qu'il ne pouvait pas) comprendre la nécessité de tenir compte avec une objectivité rigoureuse, des forces des classes et du rapport de ces forces, avant d'engager une action politique quelconque. » (La maladie infantile, p. 17).

On affronte les flics dans une situation de rapport de forces favorable, lorsqu'il y a une mobilisation suffisante des masses. Et là, la G.P. commet une grave erreur ; elle croit que la violence révolutionnaire peut être le point de départ de la mobilisation des masses, alors qu'en fait elle ne peut être que le sommet. Cette conception n'aboutit qu'à une chose : se couper encore plus des masses.

LA G.P. ET LA REPRESSION

La position de la G.P. face à la répression se caractérise par deux attitudes d'apparence contradictoire, mais qui trouvent leur origine dans une même incompréhension du travail dans les masses, dans l'isolement par rapport à elles.

— L'attitude droitiste : on se réfugie derrière la « popularité » du bourgeois libéral qu'est Sartre (qu'a-t-il en effet d'un révolutionnaire, celui qui, lors de l'agression sioniste contre les pays arabes, prenait position pour Israël ?).

— L'attitude gauchiste : on décrète l'affrontement violent avec les flics (il s'agit bien d'un décret, dans la mesure où il se situe en dehors de toute mobilisation des masses).

La G.P. n'a pas compris que le seul moyen d'être protégé contre la répression, c'est d'être lié aux masses. En fin de compte, alors que, face à la répression, il est nécessaire de renforcer ses liens avec les masses, la G.P. n'a fait que s'isoler un peu plus, ce qui permet à la bourgeoisie de renforcer sa répression.

REJETEZ VOS ILLUSIONS

C'est ce que nous disons aux militants de la G.P. Ils pensaient qu'il suffisait que les petits commerçants utilisent la violence pour qu'ils deviennent révolutionnaires : Nicoud vient de déclarer que le C.I.D. ne prendrait partie ni pour les révolutionnaires ni pour les fascistes ; ils pensaient que les masses avaient rejeté le libéralisme, le pacifisme, qu'elles comprenaient la nécessité de la violence

révolutionnaire ; leurs « actions exemplaires » ne les ont pas mobilisées !

Qu'ils le veuillent ou non, les masses sont encore largement sous l'emprise du révisionnisme. Ce n'est que par un long travail dans les masses que l'on peut obtenir leur confiance. C'est par leur propre expérience qu'elles comprendront la trahison révisionniste et la nécessité du recours à la violence révolutionnaire.

Ils ont voulu se substituer aux masses, ils ont cru que leur exemple pouvait remplacer l'expérience des masses. Ils ont échoué. S'ils le peuvent, qu'ils en tirent les conséquences.

Ils ont voulu jouer les héros ; or, « les masses, et les masses seules sont les véritables héros » (Mao Tsé toung).

Les actions de la G.P. ont pour but d'apeurer, d'intimider la bourgeoisie. (« Le 27, pas un patron ne sera tranquille à Paris »). Comme le dit Staline : « Que peuvent nous donner la peur passagère de la bourgeoisie et les concessions qui en résultent si nous n'avons pas derrière nous une puissante organisation ouvrière de masse, toujours prête à lutter pour les revendications ouvrières et capable de maintenir les concessions arrachées. Or, les faits attestent avec évidence que la terreur économique anihile le besoin d'une telle organisation, ôte aux ouvriers l'envie de s'unir par eux-mêmes, dès l'instant qu'ils ont des héros terroristes pouvant agir à leur place... Non, camarades, il ne nous sied point d'intimider la bourgeoisie par des coups de main sournois et isolés. Laissons aux apaches ces « activités »-là. Nous, nous devons agir ouvertement contre la bourgeoisie, nous devons la maintenir dans des transes constantes, jusqu'à la victoire finale. Et ce qu'il faut pour cela, ce n'est pas la terreur économique, c'est une solide organisation de masse, capable d'entraîner les ouvriers à la lutte ».

LA G.P. RENFORCE LE REVISIONNISME

En refusant de tenir compte des revendications immédiates des masses, de partir de leurs besoins, de les organiser pour la lutte, la G.P. ne fait que renforcer l'influence du révisionnisme (ou, du moins, que la maintenir). Pourquoi l'ouvrier, à qui l'on offre aucune forme d'organisation syndicale révolutionnaire quitterait-il la C.G.T. ?

Les masses ne comprendront le rôle de la violence que lorsqu'elles seront débarrassées de l'influence du révisionnisme (qui est, à l'époque de

l'impérialisme, le dernier rempart contre la révolution) ; or, pour cela, il faut le démasquer dans les luttes quotidiennes. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut obtenir la confiance des masses.

Défendre les revendications des masses, les organiser pour cela, c'est, à l'heure actuelle, la seule façon de démasquer le révisionnisme. En le refusant, on rejette les masses dans les bras des révisionnistes.

LA POUDRE AUX YEUX

Dans la « Cause du Peuple », on peut lire que la journée du 27 a été un grand succès : ce n'est pas notre avis ni celui des sympathisants de la G.P. qui devaient participer à ses actions manquées. Est-ce le seul fait de se cogner avec les flics qui constitue un succès ?

A refuser de regarder les faits tels qu'ils sont, on finit par tomber de haut.

La présence du nom des éminents praticiens de la révolution prolétarienne que sont Sartre et Simone de Beauvoir à toutes les pages, est de même un révélateur. Elle est un signe de l'évolution de la G.P. suivant le processus décrit par Lénine : « Le petit bourgeois, « pris de rage » devant les horreurs du capitalisme, est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes. L'instabilité de ce révolutionnarisme, sa stérilité, la propriété qu'il a de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie et même en engouement « enragé » pour telle ou telle tendance bourgeoise « à la mode », tout cela est de notoriété publique ». (La maladie infantile, p. 16).

« Nous estimons que seuls les événements dans lesquels les participants actifs sont les masses elles-mêmes, qui sont nées des propres sentiments des masses et n'ont pas été organisés « dans un but spécial » par l'une ou l'autre organisation, sont capables d'avoir un effet vraiment, profondément « agitateur » (stimulant), et non seulement stimulant, mais (et ceci est bien plus important) éducatif. Nous pensons que l'assassinat d'une centaine de tsars n'aura jamais un effet aussi stimulant et aussi éducatif que la simple participation de dizaines de milliers de travailleurs à des meetings pour discuter leurs intérêts vitaux et la relation entre la politique et ses intérêts, que la participation à un combat qui éveille vraiment un nombre toujours plus grand de nouvelles couches « non encore touchées » du prolétariat à une vie plus consciente, à une lutte révolutionnaire plus vaste ». (Lénine : « Evénements nouveaux et vieux problèmes »).

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



CHEMINOTS : ROULANTS ROULÉS

Le 21 mai dernier, une Commission Mixte du Statut se réunissait, pour étudier le projet de réforme de la S.N.C.F. sur la revalorisation des salaires.

Dans cette réforme il est question notamment du passage dans la catégorie « maîtrise » des agents sédentaires ayant une échelle équivalente à partir de 9 bis. Jusqu'à maintenant la catégorie « maîtrise » commence à partir de l'échelle 11.

Les avantages qui en découlent sont :

- 5 ans pour passer d'un indice à un autre au lieu de 8 ans ;
- augmentation des tarifs de nuit - dimanche - fête ;
- la carte B.

A la question posée : « Comment la S.N.C.F. entend-elle classer les agents de conduite qui ont un grade (T4) équivalent à l'échelle 9 bis ? »

Réponse : « Il n'est pas question de classer les agents de conduite dans cette catégorie, vu qu'ils bénéficient de la retraite à 50 ans ! »

Aucune Fédération Syndicale n'a réagi à cela, sauf la F.G.A.A.C. (a-nonomie). Quant à la C.G.T., elle s'est bornée de réclamer, à titre de compensation, tenez-vous bien : la carte B.!

Cette fameuse carte B, c'est ni plus ni moins une carte qui permet, en payant, de voyager en 1^{re} classe ! Ce supplément est égal à la différence du prix du billet 1^{er} et 2^e classe.

Une demande comme celle-là de la part de la C.G.T., chapeau !.

La grève de septembre 1969, si elle a permis il est vrai quelques améliorations dans les conditions de travail, est loin d'avoir résolu le problème Roulant.

La revendication primordiale reste bien sûr le maintien du grade ; la S.N.C.F. ne veut pas en entendre parler. Les agents de conduite qui passent des examens pour accéder à leur grade, comme dans les autres branches, ne sont pas sûrs de garder ce grade. Pour le garder, il faut avoir 15 ans de conduite. Avant d'arriver à ces 15 ans, si pour une cause quelconque : baisse de la vue, maladie, infirmité, accident de travail, etc... ils deviennent inaptes à la conduite, ils retombent au grade qu'ils avaient auparavant, sans aucune rémunération.

Le problème Roulant est toujours là, ces injustices flagrantes restent. A quel prix faudra-t-il le résoudre ? Il faut que la lutte continue !

Un cheminot de Lyon.

LACQ : GRÈVE A LA S.N.P.A.

Cet article nous avait été envoyé par un lecteur au moment de la dernière grève de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine ; mais pour des raisons techniques (manque de place dans le journal) nous n'avons pu le publier plus tôt.

Après la grève de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine.

La grève des travailleurs de la S.N.P.A. nous semble très importante à divers égards.

— D'une part dans sa forme :

Les grévistes demeurent à leur poste et diminuent systématiquement les cadences jusqu'à paralyser à demi l'usine : passage de 30 à 14 millions de m3 de gaz par jour. Les grévistes sont mêlés aux non-grévistes et la boîte est obligée de les payer. Son seul recours serait le lock-out.

— D'autre part dans son contenu : Les travailleurs luttent sur deux plans contre la hiérarchisation des primes (de 33 F à 2.100 F donc rapport de 1 à 63). Le principe est donc celui de l'augmentation en chiffre et non en pourcentage.

FRONT OUVRIER

L'OR DES MONOPOLES

Certains travailleurs sont actuellement en congés payés en ce mois de juillet, après avoir subi tout au long de l'année la dure exploitation capitaliste ; d'autres, plus nombreux, le seront en août. Quelques uns, au prix de durs sacrifices iront en province reprendre quelques forces.

Le pouvoir des monopoles a choisi cette période pour augmenter les transports parisiens. Le prix du carnet passerait de 7 à 8 F, les cartes hebdomadaires augmenteraient ainsi que le ticket à l'unité, suivant le VI^e plan ; ceci pour les travailleurs.

Et puis pour la direction syndicale révisionniste de la C.G.T. un royal cadeau pour bon service. C'est au titre de subvention de l'Etat pour la formation économique et sociale que la direction de la C.G.T. recevra 1 980 000 francs, ainsi que les directions réformistes de la C.F.D.T. et F.O.

Pour la C.G.T., celle-ci s'élevait, en 1966, à 250 000 francs, puis en 1969, à 750 000 francs.

Deux poids, deux mesures !

Pour les travailleurs, augmentations des cadences, augmentations des prix d'alimentation, des loyers, des transports, etc...

Pour les laquais de la clique dirigeante de la C.G.T. : une augmentation de la prime de dépendance politique de 264 % par rapport à 1969 et de 792 % par rapport à 1966.

Ainsi Pompidou-Chaban-Delmas savent reconnaître les loyaux services rendus par les Séguy, Krasucky et autres traîtres au mouvement ouvrier.

Cet extrait du discours de Chaban-Delmas aux patrons de la métallurgie parisienne le 28 avril : « Autant notre société doit se protéger contre l'arbitraire de minorités violentes et destructrices de toute légalité, autant est-il de son devoir d'être attentive à tout ce qui peut contribuer à modeler et enrichir notre style de vie », trouve sa confirmation dans les actes que la clique dirigeante de la C.G.T. pratique correctement en suivant les vœux des monopoles la ligne de collaboration de classe, qu'elle a rejeté surnoisement la lutte de classe, la lutte classe contre classe, et qu'elle s'intègre au système de la « Société Nouvelle ».

Le lamentable Séguy, laquais des monopoles ne déclarait-il pas, le 15 janvier 1970 : « Quoi qu'en disent nos détracteurs, notre objectif n'est pas de provoquer des conflits et troubles, il est de défendre les intérêts des travailleurs et de leur famille, d'améliorer leur conditions de vie et de travail, d'y parvenir par la voie de la négociation, en tenant compte des possibilités et des réalités économiques.

Nos offres de négociations constructives s'adressent au gouvernement et au patronat. Nous réaffirmons que nous sommes prêts à conclure tout contrat, toute convention, tout accord allant dans le sens du progrès social ».

Cette déclaration ne peut que satisfaire pleinement les monopoles. Camarades, où en est notre pouvoir d'achat ? N'a-t-il pas diminué depuis Mai-Juin 1968 ?

Les logements construits par les ouvriers, sont-ils pour ceux qui produisent ?

L'enseignement est-il réellement pour les enfants des travailleurs qui créent les richesses de la nation ?

La lutte pour les 40 heures n'est-elle pas abandonnée pour une revendication secondaire, la mensualisation ?

Les cadences n'augmentent-elles pas ?

Les travailleurs sont de plus en plus opprimés alors que les profits des monopoles augmentent sans cesse.

N'est-il pas vrai que pendant l'exercice 1968, plus de 4 160 accords sur l'intéressement (ordonnance du 17 août 1967) ont été signés et que la formule préférée de la C.G.T. est le compte-courant bloqué dans plus de 55 % des cas ?

N'est-il pas vrai que les accords signés à Berliet, Renault, Peugeot, le sont dans un but de freiner les luttes naissantes ?

A toutes ces questions, chaque travailleur peut y répondre, c'est une trahison sans précédent des revendications des travailleurs, une trahison du mouvement ouvrier.

Cela ne suffit pas à cette clique ; après s'être félicitée dans un communiqué de « ce relèvement substantiel qui constitue la réparation partielle d'une grave injustice » (!!!), le bureau de cette clique de renégats réclame « une répartition équitable, qui devrait tenir compte de la représentativité respective des confédérations intéressées, ainsi que de leurs réalisations effectives dans le domaine de l'éducation et de la recherche ».

Encore un petit effort, messieurs Pompidou et Chaban-Delmas pour vos laquais serviles !

Travailleurs, par votre expérience de lutte quotidienne, vous savez que pour arracher votre droit à la survie de tous les jours, il faut mener un combat continu, en luttant classe contre classe. Démasquons sans cesse les traîtres au mouvement ouvrier !

En avant pour la Révolution prolétarienne !

En avant sous le drapeau de Marx - Engels - Lénine - Staline - Mao Tsé toung. !

— Contre la durée du travail.

— Enfin dans les forces :

Ce n'est pas la C.G.T. qui a couvert la lutte des travailleurs, par contre après y avoir participé deux jours avec réticence, elle a donné l'ordre de reprise pour saboter la grève. Elle a connu un échec total. Le plus beau c'est son explication :

« Il ne faut pas revendiquer contre la hiérarchie des salaires et des primes car ça déplaît aux cadres ». Et, fidèle à ses principes de collaboration de classe, la C.G.T. a tenu compagnie à la C.G.C., lui faisant même de la surenchère dans la lutte pour briser la grève.

Un lecteur sympathisant.

GRÈVE à VERGEZE (Gard) : Une lutte de masse sous une direction de lutte de classe

reprenre le travail. Ce furent les deux camarades de la Source Perrier envoyés en délégation, qui les amenèrent à reprendre la grève après une discussion improvisée.

2) Ils s'efforcent de garder comme seule cible au mouvement les négociations. A la réunion centrale, Scipion, secrétaire de la fédération C.G.T. de l'alimentation, impose ce point de vue : « Il faut négocier dans les jours qui viennent, sinon la grève est fichue », en dépit des protestations de nos camarades.

faire entendre leur voix. C'est dans l'enthousiasme que, bousculant les conseils des capitulards, (ne faire grève que si « on y est forcé », ne pas durcir l'action, etc...), ils se lancèrent d'emblée dans l'occupation. La nouvelle, dans la région, fit l'effet d'une bombe. Bien entendu, l'U.D.-C.G.T. du Gard se garda bien de mobiliser les autres travailleurs pour soutenir ceux de Perrier, et tout au long de la grève resta sur une expectative prudente : aucune distribution de tracts, les per

briser l'unité du mouvement. Cependant ce repli tactique s'accompagna d'une campagne d'explications auprès des non-grévistes et des indécis, aux domiciles de ceux-ci, et le nombre des grévistes passa de 80 à 90 %. Ceux qui s'attendaient à voir la grève s'effiloche en furent pour leurs frais.

De multiples provocations furent ensuite tentées par la direction, pour faire retomber sur Perrier la responsabilité de la rupture des négociations, et nous couper des autres usines : présence de gendarmes et des Renseignements Généraux, prise de photos, directeurs paraissant au milieu des grévistes, fausses nouvelles concernant des violences commises au piquet de grève. Tout fut déjoué par la discipline et la conscience des travailleurs. Aussi, lorsque la direction tenta de faire signer aux derniers non-grévistes une pétition demandant l'envoi de C.R.S., ils refusèrent et se joignirent à nous, sous un tonnerre d'applaudissements du piquet de grève.

LA FIN DE LA GREVE

Le patron se décida alors à négocier. Sachant les grévistes sur la défensive, et certains syndicats « au bout du rouleau », il lâcha du lest, juste assez pour faire reprendre les moins résolus. Entre les augmentations — dont une partie n'est pas hiérarchisée — et les réductions d'horaire, disons que les concessions se ramènent à une augmentation de 100 000 AF par an pour un salaire de 80 000 AF par mois. Le jour suivant ces résultats, nous apprenions que les autres usines reprenaient le travail. Continuer seuls dans ces conditions eût été gaspiller nos forces. Nous avons décidé la fin de la grève.

QUELLES LEÇONS TIRER DE CETTE GREVE ?

Il est certain que les révisionnistes ont contribué à freiner la combativité des ouvriers du groupe et ont de ce fait aidé efficacement la direction à sauver les meubles. Cette grève montre qu'il n'y a rien à attendre d'une action commune entre syndicats lorsqu'elle est dirigée par les révisionnistes. La nécessité d'une Centrale Rouge s'impose après chaque grève détournée ou sabotée, parions que tous ceux qui ont vécu cette grève auront retenu la leçon.

manents n'allant voir les grévistes qu'après une semaine, et encore à la sauvette. Qu'à cela ne tienne, les travailleurs de Perrier prirent en mains ce travail, propageant la nouvelle dans toute la région, et obtenant des débrayages de soutien dans les usines voisines.

Venus de Nîmes et surtout de Montpellier, des étudiants révolutionnaires se succédèrent au piquet de grève pour encourager les ouvriers et leur offrir leur soutien. A Nîmes et à Montpellier, des milliers de tracts furent distribués par les C.D.H.R., Comités Front uni et autres groupements que le pouvoir et les révisos traitent de casseurs. Des collectes furent organisées, qui rapportèrent environ 300 000 AF.

Cette union Travailleurs-Etudiants trouva son point culminant dans la manifestation du samedi 13 juin à Nîmes. Plusieurs centaines d'ouvriers de la Source et d'étudiants firent retentir les justes mots d'ordre : « Travailleurs Etudiants, un même combat », « Unité à la base et dans l'action », aux applaudissements de la population massée sur le parcours. Nous ne sommes pas prêts d'oublier le moment où, devant la Bourse du Travail, un délégué C.G.T. de la Source passa la parole à un étudiant révolutionnaire, devant les bonzes médusés et blancs de peur.

ECHEC DES PROVOCATIONS PATRONALES

La direction du trust avait posé comme préalable aux négociations que les grévistes de la Source évacuent l'usine. Sous la pression des autres délégués, nous avons accepté de sortir de l'usine, pour ne pas



plusieurs centaines d'ouvriers et d'étudiants...

PRESSIONS REVISIONNISTES

Cela explique qu'en dépit de la grande combativité qui se manifestait partout au départ, au bout d'une semaine, les autres sections syndicales ne répondaient plus de rien si les négociations n'intervenaient pas rapidement. On assista alors aux pressions conjuguées de la direction révisionniste du mouvement de grève d'une part, et de la direction du trust d'autre part, sur la section syndicale de la Source Perrier, afin de la faire plier. Il est à noter que depuis longtemps la direction du trust n'attend qu'une occasion pour décapiter notre syndicat, et il est tout aussi vrai que les révisionnistes (U.D. du Gard en tête) aimeraient bien nous voir essayer un échec et rentrer dans le rang des inconditionnels.

Bien entendu, la position défaitiste (négocier à tout prix) imposée par la direction fédérale C.G.T., ne pouvait faire de cette grève un succès revendicatif. Dans ces conditions, la bataille que nous avons menée à la Source Perrier prenait le caractère d'une mobilisation locale, dans laquelle la difficulté était de ne pas tomber dans les multiples provocations tendues, d'opérer la retraite dans l'unité sans laisser le découragement gagner la masse de nos camarades, afin d'obtenir le maximum d'avantages.

1) Ils n'entretennent pas l'élan de la base. Jusqu'au secrétaire CGT du syndicat de Contrex qui, à la réunion centrale des délégués des cinq usines, fit cette déclaration surprenante (pour qui n'a pas conscience des effets du révisionnisme) : « Grève ou pas, moi, dans une semaine, je pars en congé ! ». A Contrex également, aucun travail n'ayant été fait pour expliquer la grève au groupe d'immigrés portugais, ceux-ci avaient commencé à



Le 13 juin...



manifestent à Nîmes.

Cependant, bien que contraints à la défensive, notre grève fut une réussite sur le plan local, une belle démonstration d'enthousiasme, d'unité et de discipline comme seuls les ouvriers savent en donner. Retourner contre la direction ses propres armes, profiter de ses attaques pour renforcer la grève, cela fut possible grâce à la parfaite unité entre les travailleurs et leurs délégués, forgée par de nombreuses luttes communes. Un travail d'explications permanent fut mené à bien, chaque repli tactique fut débattu au piquet de grève, les ouvriers furent à tout moment tenus au courant de la situation. La combativité et l'enthousiasme ne tarirent jamais, se concrétisant par une présence massive au piquet de grève et à la manif, par un intense travail de popularisation. Le matin de la reprise, tous les ouvriers rentrèrent ensemble au chant de « l'Internationale », et manifestant leur volonté de reprendre la bagarre le plus tôt possible !

L'intervention des étudiants qui mirent avec générosité leur mobilité et leur organisation au service des grévistes, permit de remplir les tâches de popularisation et de soutien matériel que les bonzes syndicaux se gardèrent bien d'entreprendre. De nombreux liens entre étudiants et ouvriers furent tissés à cette occasion. C'est au cours de semblables actions que se forge l'unité du peuple révolutionnaire.

N.B. Il est difficile, aussitôt après une action, d'en tirer des leçons suffisamment claires pour être utiles à ceux qui ne l'ont pas vécue. C'est pourquoi nous proposons que les lecteurs qui aimeraient voir expliqué plus à fond tel ou tel point l'écrivent à H.R. Nous répondrons de notre mieux. Nous pensons que ce sera le meilleur moyen d'apprendre à faire des articles plus clairs et plus utiles.



Une vue de la manifestation.

ENQUÊTES ET RECHERCHES

Tous ceux qui font un travail pratique doivent mener des enquêtes à la base. Pour ceux qui ne comprennent que la théorie sans rien connaître de la situation réelle, il est encore plus nécessaire de procéder à de telles enquêtes, sous peine de ne pouvoir lier la théorie à la pratique. « Sans enquête, pas de droit à la parole » : cette assertion, qu'on a tournée en dérision en la taxant d'« empirisme étroit », je n'ai jamais regretté de l'avoir avancée ; je persiste au contraire à soutenir qu'à moins d'avoir enquêté, on ne peut prétendre au droit à la parole. Il en est beaucoup qui, « à peine descendus de leur char », s'égoïssent, prononcent des harangues, distribuent leurs avis, critiquant ceci, blâmant cela ; dans le fait, sur dix de ces gens, il y en a dix qui essuieront un échec. Car leurs discours, leurs cri-

tiques, qui ne sont fondés sur aucune enquête minutieuse, ne sont que bavardages. Les torts causés à notre Parti par ces « envoyés impériaux » sont innombrables. Et ces « envoyés impériaux » sont omniprésents, presque partout on en rencontre. Staline dit fort justement que « la théorie devient sans objet si elle n'est pas rattachée à la pratique révolutionnaire ». Bien entendu, il a encore raison d'ajouter que « la pratique devient aveugle si sa voie n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire ». Hormis ces praticiens aveugles, sans perspectives ni prévoyance, nul ne peut être accusé d'« empirisme étroit ».

« Préface et postface aux Enquêtes à la campagne » (mars et avril 1941), Œuvres choisies de Mao Tsé toung, tome III.

Le Comité de Rédaction de « L'Humanité Rouge » publie ci-dessous, comme un exemple de travail à réaliser dans toutes les régions, les résultats généraux des « enquêtes et recherches » effectuées par les camarades dont le n° 49 du 26 février 1970 a déjà publié un excellent bilan sous la rubrique de Nancy.

PREMIERS ÉLÉMENTS DE LA SITUATION EN MOSELLE - MEURTHE-ET-MOSELLE - MEUSE - VOSGES

a) LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La situation économique dans notre région, déjà piteuse, ne s'améliore pas. Bien au contraire, elle semble s'aggraver dans certains endroits. Tous les secteurs économiques semblent touchés.

L'industrie

L'industrie, au premier chef, subit une crise grave. L'industrie sidérurgique ne va pas bien, et n'absorbe pas la main-d'œuvre. L'emprise de l'industrie allemande s'accroît, notamment, semble-t-il, dans le département de la Moselle. Au point de vue de l'emploi, en tout cas, de plus en plus nombreux sont les ouvriers obligés d'aller travailler en Allemagne (Sarre). Sans parler des cadres moyens et supérieurs qui vont carrément s'installer là-bas. La situation dans les mines de fer est critique : on n'embauche plus, car le minerai n'est pas « rentable » ; il ne faut pas croire que les capitalistes ont trouvé une solution à ce grave problème, puisqu'ils n'en parlent plus ; en fait, il reste toujours prêt à exploser, et il faudra passer par son règlement qui ne se fera pas sans mal pour la classe ouvrière et les petites couches locales. L'industrie textile et du papier (Vosges) est dans le même cas : là aussi se poseront à terme de graves problèmes.

En ce qui concerne les autres industries (automobiles, carton, transformation, alimentation, etc.) la situation est moins grave et même stationnaire. Cependant on voit que toutes les promesses du gouvernement, des députés et des responsables locaux au sujet d'industries de remplacement se sont avérées des mensonges. En tout cas celles-ci ne s'installent qu'à un rythme très lent. Aussi la situation de l'emploi est toujours grave. Les autorités bourgeoises parlent d'une amélioration dans le premier semestre 70, en fait celui-ci est déjà entamé et on ne voit rien venir. Nous pensons même, nous, que le chômage va s'aggraver cette année.

Un autre secteur, le bâtiment, est dans une situation très grave : on note en tout cas un net recul par rapport à mars 69.

Mais en général, pour la situation globale, cela varie d'un département à l'autre, d'une ville à l'autre : certains départements sont délibérément délaissés (Vosges, Meuse), d'autres sont moins touchés (Moselle, Meurthe-et-Moselle). Au sein d'un même département, on voit une ville déprimer lentement (par exemple Remiremont) et d'autres tenir et même bien se porter (Epinal).

La leçon générale, c'est que nous sommes à une étape charnière pour l'économie régionale, qui au mieux se fera sur le dos de certaines couches

ouvrières, au pire touchera l'ensemble de la classe ouvrière et ébranlera profondément toute la structure sociale actuelle.

Le commerce

Le commerce lui aussi est touché, mais d'une manière évidemment moins profonde et plus diversifiée.

Le petit commerce est très gravement atteint. Entamée depuis quelques années, l'implantation des supermarchés est considérablement accélérée depuis un an : pour une ville comme Nancy, il y avait 3 supermarchés en 68, il y a eu 5 ouvertures en 69 ! Et on en compte encore 2 autres en chantier dont l'ouverture est imminente. Cela pour une agglomération de 200.000 habitants. Le petit commerce est donc très touché. Nous n'avons pas de chiffres précis, mais les fermetures de petits magasins sont très nombreuses. Ajoutons à cela que les « gros » (SANAL, COOP, etc.) possèdent aussi des petits magasins groupés en chaînes de détaillants et qu'ils rachètent à bas prix les fonds de commerce des petits commerçants indépendants ruinés. Il est facile d'imaginer toutes les manœuvres cyniques et le gangstérisme que cela implique...

Le moyen commerce (commerce de luxe, magasins du centre ville et autres : pharmaciens, librairies, etc.) se porte bien, lui ; malgré certaines alertes (voir plus loin son rôle dans la querelle Nancy-Metz), les bénéfices restent confortables. Quant au gros commerce, il est très florissant.

L'artisanat

L'artisanat est moins frappé dans l'ensemble que le commerce. Mis à part certains secteurs de l'artisanat archaïques (cordonniers, etc.) qui ont achevé leur disparition sans trop de douleur, l'artisanat actuel végète mais garde une situation supportable. Un nouvel artisanat arrive même à se moderniser, à surmonter les difficultés (cafetiers, taxis, etc.).

La paysannerie

La paysannerie : sa situation varie d'un endroit à l'autre. Dans des endroits déjà avancés, il ne reste pratiquement plus de petits paysans pauvres (Moselle), dans d'autres endroits, au contraire, il reste un secteur important de paysans qui vont vers l'appauvrissement de plus en plus aigu, surtout qu'il n'y a même pas un fort secteur industriel à côté (Vosges, Meuse). C'est tout ce que nous sommes en mesure de dire en ce qui concerne la paysannerie, pour l'instant.

Les fonctionnaires et les employés

Les fonctionnaires et les employés : selon le rang, la branche, on se trouve

en face d'éléments franchement réactionnaires (une part non négligeable des profs de facs et de lycées), dû au fait qu'ils se développent et qu'ils semblent obtenir ce qu'ils désirent. Les cadres et moyens cadres fonctionnaires, du commerce et de la banque, ainsi que les employés de bureau, n'ont pas « à se plaindre » en comparaison d'autres secteurs ; aussi, il y a là une masse amorphe très importante dans les deux grandes villes de la région : Metz et Nancy. Ce secteur ne semble pas menacé, ni à court terme, ni même à moyen terme.

Une seule exception : les vendeurs et vendeuses de magasins, exploités particulièrement en raison de leur âge (beaucoup de très jeunes), et soumis à un travail exténuant physiquement et nerveusement.

Les vieux travailleurs

Les vieux travailleurs : leur situation est insupportable et va sans cesse en s'aggravant : faibles retraites, logements vieux et insalubres. Ainsi on peut voir chaque hiver nombre de travailleurs âgés mourir de maladies bénignes, affaiblis qu'ils ont été par le froid très rigoureux dans notre région et un hiver très long, mal nourris (du fait des frais de chauffage) ; le nombre de vieillards relogés en H.L.M. est insignifiant, quant aux asiles de vieillards ils sont désastreux et infects. La plupart sont tenus par des religieuses, ce qui fait qu'outre la claustration en dehors du monde (ce qui cache la misère des vieillards aux couches actives de la population), on en fait une masse électorale facile. Pour donner un exemple, à Nancy, l'ancien maire, Weber, homme aux mœurs dissolues et « impie », n'en avait pas moins réussi à attirer les bonnes grâces du clergé. D'une part il a bénéficié de prêcheurs persuasifs, d'autre part plusieurs centaines de vieillards ont tous voté pour lui à chaque reprise : on venait les chercher en cars et les sœurs leur avaient donné le bon bulletin...

Les émigrés

Les immigrés : il y a deux parts de travailleurs étrangers dans notre région :

1° Polonais, maintenant entièrement intégrés du point de vue économique, comme nous le verrons plus loin ils diffèrent encore, dans leur masse, des travailleurs français sur le plan politique. Les Italiens, très nombreux dans certains endroits (nord de la Meurthe-et-Moselle) où ils forment presque, dans de petits bourgs, la majorité de la classe ouvrière. Là aussi ils gardent des particularités politiques.

2° Immigrés proprement dits, d'implantation plus récente, Algériens pour la plupart, suivis des Espagnols, Marocains, Portugais, etc. La plus grande part de ces travailleurs sont très exploités et employés aux tra-

voux les plus durs. Parfois même ils sont payés en dessous du S.M.I.G. A notre connaissance il n'existe pas de bidonvilles dans la région. Il y a dans les grandes villes des foyers de Nord-Africains mais ceux-ci sont encore assez vivables. Les logements les plus infects sont ceux organisés par les entreprises du bâtiment en déplacement et qui consistent en baraques en tôles froides et venteuses.

La jeunesse

La jeunesse : sa situation est peu sûre. Il convient d'apporter une très grande attention aux problèmes de la jeunesse, déjà pour des raisons communes à toute la nation (caractères spécifiques à la jeunesse, rôle économique et politique dans la lutte des classes, etc.) mais en outre, dans notre région, il apparaît que les conditions de vie et de travail des jeunes, leur acceptation résignée ou leur refus déclaré des plans capitalistes, leur soumission au révisionnisme ou leur éveil au marxisme-léninisme, sont d'une extrême importance. La crise de « transformation » qui touche notre région va se porter en fin de compte sur la jeunesse ; le chômage deviendra source d'un mouvement politique puissant, selon qu'il atteindra gravement les jeunes travailleurs ou seulement les adultes, etc. A l'heure actuelle, on ne peut présumer de quelle manière va procéder le capitalisme ; il semble que les jeunes cependant ne lui apparaissent que comme une main-d'œuvre docile : ainsi les F.P.A. sont systématiquement laissés à l'abandon, on n'en construit pas, ils fonctionnent de manière défectueuse et insupportable, il n'y a pas de débouchés ; dans une moindre mesure il va de même pour les C.E.T. Mais à côté de cela les grosses boîtes capitalistes embauchent force jeunes pour des places de manœuvres ou d'O.S. Les jeunes évidemment se laissent séduire car on leur promet une formation assurée et rapide. Inutile de dire que cette formation sera effective mais que ces jeunes seront payés en dessous de leur qualification. Double avantage :

1° On attire les jeunes plus facilement, car ils sont souvent rebutés par la « formation » longue, coûteuse et peu sûre.

2° On dispose d'une main-d'œuvre que l'on forme pour un travail bien limité et qui sera moins tentée d'aller ailleurs, donc attachée plus étroitement à l'usine et sous-payée.

3° On permet à l'Etat de ne pas développer la formation technique en prétextant que les F.P.A. et autres ne sont pas pleins. Reste à savoir si la jeunesse se laissera longtemps duper et si elle acceptera d'être ainsi manipulée au seul profit des usines du coin, et en fonction de leurs seuls besoins. A nous d'aider les jeunes à y voir clair, mais c'est une tâche délicate.

b) LA SITUATION POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE

En regard de la situation économique on s'aperçoit que les conditions objectives sont favorables à une radicalisation des luttes. En fait les conditions subjectives sont souvent en retard sur cette situation, du fait du révisionnisme. D'autres facteurs entrent en jeu. Nous allons les examiner et c'est ce qui expliquera pourquoi l'influence du marxisme-léninisme s'est implantée si tardivement dans notre région et pourquoi elle est encore si faible.

D'après la situation économique que l'on a vue plus haut, on peut classer les diverses parties de la région de la sorte :

— régions « blanches » : Nancy, Metz, en général tout le sud de la Meurthe-et-Moselle, la partie orientale de la Moselle, les Vosges, une partie de la Meuse ;

— régions « rouges » : zones industrielles : Nord de la Meurthe-et-Moselle, zone de la sidérurgie et des mines de fer (Tucquegnieux, Trieux, Hayange, Rombas, Longwy, etc. mais aussi Pont-à-Mousson, Pompey, Neuves Maisons, Dombasle). Certains secteurs industriels dans les Vosges,

et des localités paysannes dans la Meuse.

Par régions « rouges », nous entendons des zones où la situation objective est depuis longtemps favorable, où des mouvements spontanés ont souvent eu lieu, où la population ouvrière est très concentrée, où souvent le révisionnisme est développé.

Par régions « blanches », nous parlons des zones où la situation objective est défavorable, ou bien n'est favorable que depuis quelques années (2 ou 3), où des mouvements spontanés n'ont jamais eu lieu (ou exceptionnellement), soit que les « luttes » aient été déclenchées et menées de bout en bout par les organisations réformistes, et n'aient jamais posé de problèmes de contrôle. Dans ces zones encore, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie dominent numériquement ou politiquement, le révisionnisme est très peu développé, ou en tout cas n'assure pas l'hégémonie.

Selon qu'on se trouve dans une zone ou dans l'autre, la situation politique varie, les perspectives sont différentes, les méthodes sont différentes.

LES ZONES « ROUGES »

Dans ces zones, quelle est la situation politique ?

Soit qu'il y ait une crise industrielle, soit à cause du renforcement de l'exploitation ou du chômage, soit à cause de la situation agricole, le mécontentement est très grand. On ne voit pas de perspectives d'avenir « souriant ». Dans ces régions, les travailleurs ont compris que seule la lutte paie. Il y a eu souvent des luttes dans ces endroits (ex. : mineurs en 63) et les gens ont une certaine éducation pour la lutte économique. Ainsi, grèves, débrayages se succèdent dans la sidérurgie ; même si elles sont brisées, déviées, morcelées par les révisionnistes. Comme la situation se dégrade de plus en plus, il ne semble pas que cette situation doive cesser. Au contraire. Ainsi pour la première fois des petits paysans de

la Meuse et de l'est de la Moselle ont manifesté leur mécontentement. Une condition défavorable qui était le mythe de de Gaulle « libérateur de la Lorraine », etc., est évidemment en train de s'estomper. Les conditions défavorables quant à elles, ce sont : l'influence cléricale, un certain anti-communisme (par exemple chez les Polonais), des tendances arrivistes (les Italiens venus en France rêvent encore de se mettre « à leur compte »), du racisme (dû au nombre de travailleurs immigrés particulièrement important) et une vieille influence révisionniste très lourde en certains endroits.

Ainsi il semble que les conditions soient favorables à l'implantation du marxisme-léninisme et qu'elles deviendront plus favorables de jour en jour. L'exemple des camarades de Villerupt est là pour le montrer.

LES ZONES « BLANCHES »

La situation politique et les perspectives sont différentes selon que les conditions objectives sont favorables ou défavorables :

Défavorables : Par exemple zone rurale de la Seille ou Nancy-centre. Là, les gens n'ont pas de problèmes, les affaires marchent bien, les nantis sont nantis et les couches moyennes s'engraissent « honnêtement » (!). Bastions réactionnaires, ils fournissent les électeurs réactionnaires centristes et radicaux, toutefois à part une minorité activiste ou fasciste (gros et moyens commerçants, gros patrons, taxis, etc.), le reste de la troupe petit-bourgeoise se caractérise par son caractère amorphe et poltron : s'ils ne s'allieront jamais au prolétariat et si le prolétariat n'a rien à attendre d'eux que des coups en traître, ils rentrent dans leur trou et tombent dans la terreur et l'immobilisme, en cas de luttes de classe triomphante (mai 68 : 500 manifestants le 30 mai !!!).

Favorables : Elles le sont depuis peu, et cela implique qu'il reste toute sorte d'illusions dans les têtes ; en général, le mouvement ne se développe pas essentiellement partout au même rythme. Par exemple, dans l'agglomération nancéienne où nous travaillons, on constate souvent des réactions favorables à notre propagande, H.-R. se vend correctement. Mais il s'agit d'un secteur où il n'y a jamais eu de luttes : aussi les gens ne sentent pas la nécessité de « faire le pas », de militer, souvent même ils penchent pour une action individuelle (« demander son compte ») ou spec-

taculaire mais spontanée et donc sans suite (Californie). Cependant, là encore, on assiste à un tournant, qui pourrait marquer un grand pas des masses populaires vers l'éveil politique. Nous avons constaté ce tournant à l'occasion de deux faits : les municipales en janvier dernier, et les cantonales.

Aux municipales, les abstentions ont été très élevées (52 %). Après étude des résultats, il est apparu que le taux d'abstention était le plus élevé en milieu ouvrier (ce qui est différent d'habitude où les abstentions pour les municipales sont souvent en milieu petit-bourgeois). Nous en avons parlé par tract. Cette tendance s'est confirmée avec éclat aux cantonales : quelles conclusions en tirer ?

Si après le battage énorme des cantonales (bien supérieur à ce qui se faisait habituellement pour un tel scrutin), les abstentions en milieu ouvrier sont demeurées inchangées ou même en progrès, alors même qu'il y avait pour au moins un canton, possibilité nette de faire passer le candidat P. « C. » F., alors que ce même candidat avait multiplié les appels aux abstentionnistes pour rendre plus éclatant son succès, si ce candidat n'est pas passé (et de loin), cela signifie (en dehors du fait qu'une part des électeurs radicaux et socialistes n'ont pas reporté leurs voix sur le réviso), que les travailleurs, même « stimulés » par « l'union enfin réalisée de la gauche (!) » et pouvant espérer un succès, se sont abstenus VOLONTAIREMENT par dégoût des mascarades électorales. Ceci est

donc un premier signe d'une prise de conscience parmi les couches laborieuses. Cela a une très grande importance : non seulement cela montre que dans les zones « blanches » où les conditions économiques depuis deux ans sont favorables, on assiste à l'apparition de conditions subjectives favorables, cela indique aussi que notre ISOLEMENT réel au début, n'est plus désormais que formel. Il est certain que les travailleurs maintenant sont beaucoup plus réceptifs à notre propagande, et que le travail effectué depuis un an n'a pas été vain : nous ne recrutons pas de militants, nous avons l'impression de travailler dans le vide, mais les choses évoluent et il est certain que nous avons contribué à les faire évoluer. A partir de cette prise de conscience encore confuse

et timide, nous ne travaillons plus à contre-courant. Il faut apporter des explications claires, complètes et franches aux masses, et nous les gagnerons ; car désormais, il n'y a plus ce fossé entre elles et nous qui pouvait exister auparavant. Cela signifie que, si longue que soit la lutte anti-révisionniste, nous ne sommes plus sur la défensive, mais sur l'offensive. Nous gagnerons les masses si nous remplissons leurs espérances ; fini le temps où il fallait sans cesse se définir par rapport aux révisionnistes.

(1) Les conclusions sont confirmées par les dernières élections législatives de Nancy, comme l'indique l'article s'y rapportant, ci-dessous.

NANCY :

NOUVEL ECHEC DE L'ÉLECTORALISME

Une fois de plus, la presse bourgeoise et « L'Humanité blanche » sont tombées pleinement d'accord pour évaluer les résultats de l'élection législative de NANCY par rapport aux votants, négligeant ainsi totalement et délibérément la portée politique du nombre des abstentionnistes qui, comme dans le 12^e arrondissement de Paris récemment, est en forte augmentation.

Nous pensons, quant à nous, que la seule base de référence est le nombre des électeurs inscrits, puisque lui seule exprime la totalité du

corps électoral, tel qu'il est défini par la loi actuelle, dont on connaît d'ailleurs le caractère restrictif.

Le tableau ci-dessous montre ce que donne cette méthode et les enseignements inédits que l'on peut en tirer lorsque l'on compare les résultats des trois premiers tours des législatives de 1970, 1968, 1967.

S'agissant d'une première ébauche, on se limitera à des commentaires sommaires, mais le lecteur pourra utilement se référer à l'article paru dans le n° 65 sur l'élection de Paris-12^e.

TABLEAU COMPARATIF

	21 juin 1970	23 juin 1968	5 mars 1967	
Electeurs inscrits	67 536	65 577	65 456	en augmentation
Abstentions	27 110 38,73 %	14 820 21,25 %	13 730 18,61 %	elles seules progressent fortement (1)
Schreiber	18 352 27 %			fragile feu follet (2)
U.D.R.	10 836 16 %	24 489 37,3 %	23 086 35,2 %	effondrement (3)
P. « C. » F.	7 684 11,3 %	8 847 13,5 %	11 254 17,2 %	recul constant et sensible (4)
P.S.U.	2 079 3 %	6 921 10,5 %	8 965 13,7 %	très forte chute (5)
Parti Socialiste	953 1,4 %	aucune comparaison possible (l'ancienne FGDS comprenait les radicaux)		quasiment inexistant
Centriste local	522 0,7 %	aucune comparaison possible		inexistant

(1) Le nombre des abstentionnistes, c'est-à-dire de ceux qui ont objectivement refusé de jouer au jeu truqué de l'électoratisme bourgeois, même si subjectivement leur prise de conscience n'est pas toujours claire, s'est accru de 17,48 % par rapport à 1968, et de 20,12 % par rapport à 1967. Il y a donc confirmation de la tendance observée à Paris-12^e. Le second tour confirme ces observations.

(2) Compte tenu du nombre des électeurs qui votent traditionnellement « au centre », on peut estimer qu'il a gagné au maximum 15 % d'électeurs nouveaux, ce qui ne compense même pas les pertes U.D.R. ! Le grand capital, national et international, a beau changé de masque et sacrifier de plus en plus de millions, le résultat est qu'il trompe de moins en moins de gens.

(3) Il perd 19,2 % des électeurs

inscrits par rapport à 1967 et 21,3 % par rapport à 1968.

(4) Tendance qui se généralise : plus que jamais, dénonçons, preuves à l'appui, les entreprises de mystification, électoralistes ou autres, des révisionnistes !

(5) Soit une baisse 2 fois plus forte qu'à Paris-12^e, où il n'avait déjà que 2,11 % des suffrages des électeurs inscrits.

Continuons à aider les larges masses populaires à se détourner de la scène électoraliste où n'opèrent plus que des charlatans au service de la bourgeoisie !

Amenons-les sur le terrain des luttes révolutionnaires pour y livrer le seul combat qui puisse assurer la victoire finale : le combat « classe contre classe » sous la direction du prolétariat et de son avant-garde organisée !

CHINE 70, TRIOMPHE DE LA PENSÉE MAOTSETOUNG

— 8 et fin —

Nous étions à l'usine de filature de soie de Canton. Ouvriers et ouvrières, autour de nous, évoquaient le passé de souffrance et d'humiliation. Tout à coup, un ouvrier relève sa manche ; de profondes cicatrices lui entaillent le bras :

« Voilà les blessures provoquées par les coups du patron. Quand je suis entré à l'usine, j'avais 10 ans à peine. »

Avec véhémence il poursuit :

« Pourquoi notre vie est-elle si heureuse aujourd'hui ? parce que nous avons le pouvoir entre nos mains, nous l'avons saisi après des luttes et des luttes acharnées à la lumière de la pensée-maotsetoung, sous la direction du Président Mao. Pour naviguer en haute mer, il faut un pilote ; pour faire la révolution, il faut la pensée-maotsetoung. »

Puis il se dresse, brandissant son petit livre rouge, et les larmes pleins les yeux :

« Mao Tu Si Wan souei ! Mao Tu Si Wan souei ! Mao Tu Si Wan souei ! »

« Vive le Président Mao ! Qu'il vive longtemps ! Très longtemps ! »

C'était venu du fond du cœur ; un instant ce communiste endurci a livré ce sentiment longuement mûri au cours d'une vie difficile, riche de souffrances et d'expériences : un attachement profond au grand dirigeant du peuple chinois, le Président Mao.

Nous étions tous bouleversés ; jamais les âneries de la bourgeoisie et des révisionnistes sur le soi-disant « culte de la personnalité » ne nous sont apparues si stupides, si dénuées de tout fondement qu'en cet instant ! Les « grands chefs » du monde capitaliste qui ne prennent des « bains de foule » que protégés par des dizaines de gardes du corps, qui s'entourent de cages de verre pare-balles et circulent en voitures blindées, ne peuvent comprendre l'unité profonde d'un dirigeant révolutionnaire et du peuple de son pays. Seules la classe ouvrière et les masses populaires savent que pour faire la révolution il faut un Parti communiste et, à sa tête, des dirigeants. Ces chefs, forgés lentement au cours de la lutte, sont les véritables représentants du prolétariat. Lénine a souligné cette nécessité impérieuse des dirigeants prolétaires :

« Aucune classe dans l'histoire n'est parvenue à la domination sans avoir trouvé dans son sein des chefs politiques capables, des représentants d'avant-garde capables d'organiser le mouvement et de le diriger. »

« Lettre au communistes allemands »

Dans la Chine d'aujourd'hui, pas une entreprise ou une rue qui porte le nom d'un dirigeant du Parti ; personne ne fête l'anniversaire du Président Mao. Mais chacun parle avec respect de « notre dirigeant, le dirigeant du peuple chinois, le Président Mao ». C'est l'expression de l'attachement profond et réfléchi à la ligne révolutionnaire que Mao Tsé toung a défini depuis des dizaines d'années pour conduire le peuple chinois vers l'avenir radieux du communisme.



Le vieil aveugle est forcé de vendre sa petite fille pour payer le fermage (la cour des fermages).

« Vive le Président Mao ! Qu'il vive longtemps ! très longtemps ! »

Cri d'espoir et de reconnaissance, repris sans cesse par les ouvriers, les paysans et intellectuels révolutionnaires, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes. Car chacun dans la Chine rouge, porte cette reconnaissance gravée dans sa chair même !

LE BONHEUR DES MASSES

« N'oublions jamais les souffrances de classe du passé ! »

Partout, en Chine, le passé d'oppression est rappelé, expliqué ; nous l'avons dit déjà (voir numéros précédents de H.R.), mais évoquons une dernière image : celle de la « Cour aux Fermages » de Changcha.

Là, photos et statues retracent l'exploitation criminelle d'un grand propriétaire foncier de la province du Setchouan, Liou En-Sai, « Le diable vivant » — disaient les paysans. Il possédait deux belles résidences, 28 fermes. C'est dans la « Cour aux fermages » que le propriétaire foncier extorquait les céréales, percevait les redevances. On y pénétre par la « porte de l'Enfer ». Ici, le van utilisé pour mesurer les céréales, les instruments de torture, là une prison d'eau secrète, une cage de fer dressée de piques où l'on ne pouvait s'asseoir : aucun homme n'est sorti vivant de ces tortures ! Puis des scènes typiques de la vie paysanne traditionnelle : une femme accouche, le propriétaire foncier l'enlève pour prendre son lait, l'enfant meurt de faim ; une famille est séparée : le père est torturé à mort pour dette, la mère jetée en prison, les deux filles commencent leur vie en mendiant ; le paysan repart de la Cour aux Fermages les paniers vides : il n'a rien pour vivre l'année qui vient. Puis, dans la dernière partie de l'exposition, c'est la révolte ; les paysans et les paysannes attaquent le domicile du « diable vivant » : c'est le début d'un monde meilleur !

Souvent, en Chine, ouvriers et paysans nous ont parlé du « bonheur d'aujourd'hui », fait de luttes ardues et de grandes joies.

« Le régime socialiste nous a ouvert la voie vers la société idéale de demain, mais pour que celle-ci devienne une réalité, il nous faut travailler dur », a indiqué le Président Mao en 1957. Cela est vrai : chacun participe avec ardeur et sans compter à la construction de la société nouvelle. Mais combien fausse est l'image d'un peuple sans joies ni distractions, sans cesse tendu vers l'effort, au style de vie austère et « monacal » que tracent perfidement les pluminets réactionnaires ! Il suffit, pour s'en convaincre, d'aller et venir dans les rues des villes et des villages : hommes et femmes circulent sans hâte, à pieds ou sur de superbes vélos numérotés — tant ils sont nombreux ! aux carrefours, les enfants — « petits soldats rouges du Président Mao » — font la circulation et tancent avec fermeté les adultes distraits, à la fois fiers et amusés par tant d'esprit de responsabilité. Partout, des « dazi-baos », incomparables instruments d'une démocratie de masse que la Grande Révolution Culturelle Proletarienne a élargie et renforcée ! Dans les magasins, beaucoup d'animation, mais pas de queues, beaucoup d'articles variés, vêtements chauds et ouatés, indispensables en Chine, l'hiver. Quelques images encore : A Wou-han, le Jour de l'An ; la foule est nombreuse dans les rues, nous croyons à une manifestation ; mais non, chacun a écouté l'éditorial du Renmin Ribao « Allons au-devant des grandes années 70 » ; maintenant, c'est la détente : les familles vont et viennent, bras-dessus-bras-dessous. A Pékin, les enfants patinent et glissent sur le lac gelé de l'ancienne « Cité interdite ». Beaucoup de sport aussi ; dans notre hôtel, les employés organisent un championnat de ping-pong !

Il y aurait beaucoup à dire aussi sur les conditions de vie et de travail. A l'usine de broderie de Changcha, les ouvrières travaillent 8 heures par jour ; pas de travail à la lumière électrique qui abîme les yeux ! A l'usine de filature de soie de Canton, il y a une crèche ; les ouvrières y allaitent leurs jeunes bébés aux heures nécessaires, mangent avec eux si elles le désirent, peuvent les laisser une nuit ou plusieurs si elles sont absentes. Dans une commune populaire près de Canton, nous avons visité la brigade de production de Shon-toun ; là, chaque famille possède une maison neuve ; nous sommes entrés à l'inté-

L'ATTACHEMENT DU PEUPLE CHINOIS AU PRÉSIDENT MAO



Le président Mao Tsé toung dirigeant bien aimé du peuple chinois.

rieur de l'une d'entre elles ; dans un cadre simple, une très vieille paysanne nous a regus entourée de ces petits enfants ; elle était à la fois très intimidée et très fière de nous recevoir dans cette maison acquise grâce à la ligne révolutionnaire du Président Mao !

A L'AVANT-GARDE DANS LA MARCHÉ AU COMMUNISME

L'exposition industrielle de Shanghai : là, plus de 5 000 articles témoignent des succès économiques remportés pendant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Tel le camion de 32 tonnes ; il pèse 22 tonnes, peut transporter une charge de 32 tonnes ; il se charge et se décharge automatiquement ; tel un massicot automatique — dont 1 000 pièces ont été supprimées par rapport aux massicots étrangers ; tel le moteur à essence à double cylindre, le tracteur « Feng Shou 45 », le motoculteur « Kong Nong 14 », une repiqueuse automatique de riz ; telles des nouveautés mises au point pendant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, comme les calculateurs électroniques. En 1957, le Président Mao a indiqué :



Le camion de 32 tonnes.

« La Chine est un grand pays socialiste, et en même temps, un pays pauvre, économiquement arriéré — c'est là une grande contradiction. Pour que notre pays devienne prospère et puissant, plusieurs dizaines d'années d'efforts opiniâtres sont encore nécessaires... »

Déjà, dans la Chine 70, la science et la technique ont atteint un haut niveau, résultat du principe « compter sur ses propres forces » (cf. H.R. n° 63). Et le satellite « L'Orient Rouge » n'est pas une réalisation exceptionnelle et isolée ; c'est l'aboutissement d'efforts et de succès dans tous les domaines scientifiques et techniques. Aujourd'hui, dans la Chine 70, la production industrielle et agricole s'accroît, les forces productrices se développent.

En Chine, pas de crises économiques graves comme en Union Soviétique. Car, pour le développement de la base matérielle du socialisme, les communistes chinois — à la différence des révisionnistes soviétiques — s'en sont tenus au principe :

« Faire la révolution et stimuler la production. »

C'est la révolution qui commande à la production, la stimule et l'entraîne. Dans tout travail économique, il y a lutte entre les deux conceptions du monde et c'est la politique prolétarienne qui tranche. Le combat contre les solutions bourgeoises apportées par Liou Chao-chi et ses fidèles aux problèmes économiques de la Chine, c'est un autre aspect de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne.

En définitive, c'est cette grande entreprise de révolutionnarisation de l'homme, c'est l'accomplissement d'une Révolution Culturelle à l'échelle d'un pays socialiste, sans précédent dans l'histoire, qui caractérise fondamentalement la Chine 1970. Nous en avons donné un aperçu (voir H.R. n° 65).

Une dernière évocation encore. C'est à Chan-

ghai, une usine d'aveugles et de sourds-muets. Là, les ouvriers, aveugles, sourds-muets et hommes valides fabriquent des petites pièces mécaniques. Ils travaillent sur des machines ; chose difficile ! les aveugles ont dû surmonter leur peur des machines par un apprentissage patient avec leurs camarades valides, soutenus par la volonté tenace de participer à l'édification socialiste ; pour communiquer dans le travail, aveugles et sourds-muets ont inventé des systèmes ingénieux, signaux sonores pour les premiers, lumineux pour les seconds. Un esprit d'entraide et de combat règne dans l'usine. Nous sommes vivement impressionnés. Dans la Chine ancienne, les invalides, très nombreux, avaient peu de recours pour survivre : chanter dans la rue, dire la bonne aventure, mendier. Dans la Chine d'aujourd'hui, ils sont pleinement intégrés à la vie sociale ; un membre du Parti, aveugle, nous raconte :

« A l'annonce du 9^e Congrès du Parti, nous sommes venus à l'usine en pleine nuit pour écouter les nouvelles tous ensemble. Pendant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, nous avons participé à tous les grands meetings de plusieurs millions de révolutionnaires. Nous étions très remarqués avec nos « petits » livres rouges. »

Tous éclatent de rire. Nous regardons leurs livres de citations ; ils ont la taille d'un gros dictionnaire, car ils sont en braille ! Les œuvres du Président Mao sont éditées en braille, 29 tomes. Chaque mois un cahier des nouvelles politiques est édité en braille. L'un des ouvriers nous explique le secret de leur existence d'hommes socialistes :

« Nous sommes aveugles sur le plan physique, mais nous avons la lumière de la pensée-maotsetoung. »

Et de continuer, car leur moral est excellent : « Le Président Mao nous enseigne, qu'en toute chose, nous devons distinguer les deux aspects. Il y a des inconvénients à ne pas voir ; mais il y a également des avantages... »

Il cite les avantages qu'ils ont recensés :

« Par exemple, nous pouvons lire au lit sans lumière !... »

A aucun moment, nous n'éprouvons de la pitié à aucun prix, nous n'aurions plaint ces hommes. Leur infirmité physique ne les réduit pas. Au Pakistan, où nous avons fait une escale assez longue, nous avons vu de nombreux infirmes dans les rues, véritables parias réduits à la mendicité. Dans notre pays, tous les invalides sont rejetés en marge de la vie collective. Inutile d'épiloguer ; à l'usine d'aveugles et de sourds-muets, une nouvelle fois, nous avons été saisis par l'ampleur et la profondeur de la révolution que le Parti et les masses chinoises ont engagée pour aller de l'avant vers la société communiste de demain.



Magasin d'une commune populaire.

L'INTERNATIONALISME DU PEUPLE CHINOIS

Une fois encore, à l'usine d'aveugles et de sourds-muets, le profond sentiment internationaliste du peuple chinois nous a frappés et puissamment encouragés. Les ouvriers aveugles nous ont dit :

« Au Pérou, on jette les aveugles à la mer... C'est pourquoi nous voulons œuvrer pour la révolution mondiale. »

En juin 1968, les ouvriers de l'usine ont organisé un rassemblement pour soutenir la lutte des ouvriers et des étudiants français. Aussi, la visite d'une délégation de communistes marxistes-léninistes français était-elle un événement. Ils nous ont interrogés sur les luttes de notre peuple, puis nous ont escortés. Dans la cour de l'usine, les ouvriers aveugles ont chanté de leurs voix magni-



Les ouvriers de Changhaï manifestent pour soutenir la lutte des ouvriers et étudiants français en juin 1968.

fiques. Les ouvriers sourds-muets, progressivement guéris par l'acupuncture ont lancé : « Pour naviguer en haute mer, il faut compter sur le pilote » : leur voix n'était pas toujours accordées, et pourtant jamais nous n'avons entendu chœur plus émouvant. Puis, nous avons tous entonné l'Internationale.

Partout, en Chine, le même accueil. Partout, dans les usines et les communes populaires, des banderoles de bienvenue à la délégation des communistes marxistes-léninistes de France, partout, les ouvriers quittaient leurs machines pour nous applaudir, nous interroger, nous escorter. Et nous savions que ces applaudissements, ces manifestations d'amitié s'adressaient, non pas vraiment à nous, mais au peuple de France tout entier, à sa classe ouvrière, à la Commune de Paris, à la tempête révolutionnaire de mai-juin 1968 !

LA CHINE 1970, BASE ROUGE DE LA REVOLUTION MONDIALE

Chine 70, résultat des luttes menées par le peuple chinois et son Parti depuis un demi-siècle, triomphe du marxisme-léninisme, de la pensée-maotsetoung, dont se sont emparés des centaines de millions d'hommes pour forger un avenir lumineux pour eux et pour tous les peuples du monde !

Pour nous, et pour tous les peuples du monde, c'est avant tout un exemple. Sachons nous mettre à l'école du peuple et du Parti chinois ! Comptons sur nos propres forces et luttons avec endurance, imprégnons-nous de l'esprit « ne craindre ni les épreuves ni la mort » ! Sachons manier avec audace les principes que les dirigeants du PCC ont dégagés à travers les luttes du peuple chinois, les principes fondamentaux du marxisme-léninisme à l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total, où le socialisme marche à la victoire ! Sachons appliquer la brillante théorie de la guerre du peuple élaborée par le Président Mao !

Pour nous, et ceci est un puissant soutien, la Chine 1970, son peuple internationaliste, son grand Parti communiste aguerri et intrépide, sont « notre grand arrière ». Chaque jour, les peuples d'Indochine éprouvent la solidité de ce soutien : Le 20 mai dernier, le Président Mao a adressé une directive aux peuples du monde, brillante synthèse de l'évolution des contradictions du monde contemporain, voie tracée pour l'accomplissement de la révolution mondiale. Que tremblent les impérialistes et leurs valets révisionnistes ! Car, nous faisons nôtre cette directive du Président Mao, car nous aussi crions, à l'unisson avec le peuple chinois :

« Vive le Président Mao ! Qu'il vive longtemps, très longtemps ! »

(FIN)

50^{ème} ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE INDONÉSIE

QUE LE PEUPLE INDONÉSIE S'UNISSE ET PRENNE LA VOIE DE LA RÉVOLUTION ARMÉE

Déclaration de la délégation à Pékin du Comité central du P.K.I. pour le 50^e anniversaire de la fondation du Parti communiste d'Indonésie.

A l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de son Parti, qui tombe le 23 mai 1970, la délégation du Comité central du Parti communiste d'Indonésie (P.K.I.) a publié une déclaration signée par son chef Jusuf Adjirop et intitulée : « Que le peuple indonésien, sous la direction du Parti communiste d'Indonésie, s'unisse, surmonte toutes les difficultés, poursuive vaillamment sa marche dans la voie de la révolution armée ».

Il est indiqué dans la déclaration : Le Parti communiste d'Indonésie a été fondé il y a cinquante ans, sous l'influence de la grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie. Il a décidé de l'orientation de la lutte révolutionnaire que mène le peuple indonésien pour son émancipation et pour le socialisme. Pendant cinquante ans le P.K.I. a lutté pour la libération du peuple indonésien, contre le colonialisme hollandais, le fascisme japonais et la réaction indonésienne manœuvrée par l'impérialisme américain, et a acquis de ce fait une expérience extrêmement riche.

Après avoir suivi un cours sinueux, subi des échecs et des revers, le Bureau politique du Comité central du P.K.I. a adopté en septembre 1966 une autocritique et fait le bilan de son expérience, d'où il a dégagé une juste ligne de conduite, c'est-à-dire, une ligne conforme à la thèse du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung sur la prise du pouvoir par la lutte armée. Il va de soi que le P.K.I. doit faire face à toutes sortes de difficultés dans l'application de la juste ligne consistant à faire la révolution armée, mais elles ne sont que temporaires car déjà les communistes et le peuple d'Indonésie « se sont armés de résolution, ne reculent devant aucun sacrifice et surmontent toutes les difficultés pour remporter la victoire », à la lumière du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung, et en prenant l'autocritique du Bureau politique du Comité central du Parti comme principe directeur.

La déclaration indique : La répression armée contre-révolutionnaire, le massacre et la persécution barbares et cruels des communistes et des autres patriotes indonésiens par le régime fasciste de Suharto ne sauraient empêcher le soulèvement et la résistance des communistes et du peuple indonésien. Depuis 1967, sous la direction du P.K.I., le peuple s'est engagé dans la lutte armée, la plus haute manifestation de sa lutte.

La déclaration fait remarquer que le Parti communiste d'Indonésie doit sans discontinuer faire le bilan de l'expérience acquise dans la lutte pour diriger toujours plus correctement la lutte révolutionnaire du peuple indonésien.

Ayant rappelé l'histoire du P.K.I. dans l'insurrection armée anti-hollandaise de 1926, dans la révolution d'août 1945 et dans l'incident de Madiun en 1948, qu'il avait dirigés, la déclaration indique que le P.K.I. n'avait pas fait un bilan correct de la précieuse expérience acquise dans ces luttes armées, de sorte qu'il a commis l'erreur de la ligne opportuniste de droite et révisionniste entre 1951 et 1965, sous l'influence rétrograde du révisionnisme moderne dans le mouvement communiste international. La déclaration critique notamment la voie révisionniste du « passage pacifique » prêchée par la clique des renégats révisionnistes soviétiques, indiquant qu'elle conduit à enterrer la révolution, à détruire le Parti et le mouvement révolutionnaire. Le moindre oubli de ces leçons apprises au prix du sang ne saurait être admis.

La déclaration souligne : L'autocritique du Bureau politique du Comité central du P.K.I. brandit le grand drapeau rouge de la pensée-maotsetoung, marxisme-léninisme de notre époque, et indique que la voie que notre Parti doit emprunter est celle de la lutte armée, c'est-à-dire la voie de la révolution chinoise. Dans son autocritique, le Bureau politique du Comité central du P.K.I. a défini les trois nouveaux drapeaux du Parti et les diverses tâches du P.K.I. dans la lutte pour la victoire de la révolution démocratique populaire. Ces trois drapeaux sont celui de l'édification d'un parti marxiste-léniniste rejetant le subjectivisme, l'opportunisme et le révisionnisme moderne ; celui de la lutte armée populaire qui est dans son essence la révolution agraire menée contre le féodalisme par les paysans armés sous la direction de la classe ouvrière ; celui de la formation d'un front uni révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers

et des paysans. A cet égard, le camarade Mao Tsé-toung nous enseigne : « Le front uni et la lutte armée sont les deux principaux moyens de combat pour vaincre l'ennemi. Le front uni, c'est un front pour mener la lutte armée. Quant au Parti, il est le vaillant combattant qui utilise ces deux armes pour monter à l'assaut des positions de l'ennemi. »

La déclaration dénonce les révisionnistes soviétiques et la poignée des renégats révisionnistes indonésiens qui s'opposent furieusement à l'autocritique du Bureau politique du Comité central du P.K.I., s'opposent à la voie de la révolution armée suivie par le peuple indonésien et continuent à prôner leur « théorie » révisionniste du « passage pacifique ». Mais le peuple indonésien ne saurait nullement tomber dans le piège tendu par ces renégats, il suivra résolument la voie de la révolution armée.

La déclaration indique : Pour déclencher une guerre révolutionnaire, le problème principal n'est ni la géographie, ni les îles, ni les communications, etc. Le problème principal, c'est de s'appuyer sur les masses. La voie de la lutte armée du peuple indonésien doit consister à s'appuyer sur les paysans, à établir des bases révolutionnaires à la campagne, à encercler les villes à partir de la campagne pour enfin prendre les villes et libérer tout le pays. L'Indonésie est un pays semi-colonial et semi-féodal. La paysannerie constitue la force principale de la révolution. Les paysans sont les alliés les plus nombreux et les plus sûrs du prolétariat. Sans les soulever, les organiser, les armer et les mobiliser, le prolétariat ne saurait mener une lutte armée de longue durée contre un ennemi puissant. En dirigeant la lutte des paysans, le Parti communiste d'Indonésie pourra créer une force armée populaire composée d'ouvriers et de paysans. Celle-ci grandira et se renforcera au cours des combats menés pour écraser les forces ennemies.

La déclaration souligne : Il nous faut, selon le

principe général actuel sur l'édification du Parti, c'est-à-dire servir la lutte armée, axer le travail sur les campagnes et entreprendre le travail clandestin pour remplir plus rapidement la tâche consistant à reconstruire le Parti communiste d'Indonésie en un parti marxiste-léniniste.

Elle affirme : L'expérience sur l'édification du Parti, dans l'histoire du Parti communiste d'Indonésie, nous a profondément convaincus de la justesse de cet enseignement du camarade Mao Tsé-toung : le problème essentiel et le plus important dans l'édification d'un parti marxiste-léniniste, c'est son édification idéologique. Edifier le Parti sur le plan idéologique signifie encourager et établir, dans tout le Parti, le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsetoung, s'opposer à toutes les idées et lignes non prolétariennes au sein du Parti, recourir largement à la critique et à l'autocritique marxistes-léninistes, élever le niveau de conscience quant à la lutte entre les deux lignes, faire correctement le bilan de l'expérience et exceller à appliquer la vérité universelle du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung à la pratique concrète de la révolution indonésienne.

La déclaration conclut en ces termes : En élevant sans cesse le niveau idéologique de tout le Parti quant au marxisme, au léninisme, à la pensée-maotsetoung et en se trempant au cours de la lutte armée, le Parti communiste d'Indonésie deviendra plus puissant, plus uni et pourra conduire la révolution indonésienne à la victoire, sur la juste base idéologique du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung.

A l'occasion de son cinquantième anniversaire, le Parti Communiste d'Indonésie a reçu de chaleureux messages du Parti Communiste Chinois et du Parti du Travail d'Albanie, que le manque de place ne nous permet malheureusement pas de publier.

ÉCLATANTES VICTOIRES DES TROIS PEUPLES INDOCHINOIS

Selon l'Agence Vietnamiennne d'Information, de fin mars à fin mai, les trois peuples indochinois ont, en renforçant leur unité dans le combat, porté des coups très durs à l'impérialisme américain et à ses laquais.

L'AVI a signalé qu'au cours de leurs héroïques combats livrés entre fin mars et fin mai, les forces armées patriotiques et la population du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge ont anéanti ou capturé plus de 132.000 ennemis dont environ 30.000 agresseurs américains. Deux brigades et une centaine de bataillons ont été anéantis ou rudement ébréchés. Elles ont aussi abattu ou détruit au sol plus de 1.000 avions ennemis, détruit plus de 3.000 véhicules militaires, pour la plupart, des tanks et autres blindés, mis le feu à 50 millions de litres d'essence et détruit des dizaines de milliers de tonnes de munitions et autre matériel de guerre.

AU SUD-VIETNAM ET EN R.D.V.N.

La population du Sud-Vietnam et ses forces armées ont aussi porté des coups durs au plan de « pacification » de l'ennemi. Plus de la moitié des « hameaux stratégiques » de l'ennemi ont été démantelés.

L'armée et la population du Nord-Vietnam, hautement vigilantes, sont prêtes à tout moment à assener des coups cinglants aux ennemis envahisseurs. En mai, elles ont abattu 13 bombardiers américains au-dessus des provinces de Nghe An et de Quang Binh et de la région de Vinh Linh.

AU CAMBODGE

La lutte du peuple cambodgien contre les agresseurs américains et la clique fantôme Lon Nol-Sirik Matak progresse rapidement dans tous les domaines. Depuis plus de deux mois, le peuple khmer de toutes les couches sociales, sous la direction de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, et du F.U.N.K., a renforcé son unité, et, de concert avec l'Armée de Libération nationale, a livré des combats héroïques, au mépris de tous les sacrifices et de toutes les difficultés, portant ainsi des coups mortels au régime réactionnaire de la clique Lon Nol-Sirik Matak et à ses troupes. En même temps, ils ont infligé de lourdes pertes aux agresseurs américains et aux troupes fantômes saïgonnaises qui avaient envahi le Cambodge.

L'Armée de Libération nationale et le peuple du Cambodge ont libéré une région avec une population de plus d'un million d'habitants et qui comprend 4 chefs-lieux de province, 53 chefs-lieux de district ou bourgs et des centaines de hameaux et villages. Des dizaines de milliers d'officiers, de soldats et de policiers de la clique réactionnaire Lon Nol-Sirik Matak sont passés du côté de l'Armée de Libération nationale du Cambodge.

AU LAOS

Sur la lancée de la victorieuse offensive de la saison sèche 1969-1970, en particulier de la victoire éclatante qu'est le recouvrement de la plaine des Jarres et de la région de Xieng Khouang, le peuple lao et ses forces armées ont fait échouer plusieurs opérations de « ratissage » de l'ennemi et des raids aériens des pirates américains. Ils ont exterminé les bandits restant encore dans certaines zones libérées, lancé des attaques violentes contre le repaire des bandits de Vang Pao dans la région de Sam Thong-Long Cheng et libéré les villes importantes du Bas-Laos — Attopeu et Saravane. Ils ont ainsi étendu les zones libérées et relié la zone libérée du Haut-Laos à celle du Bas-Laos.

Les forces révolutionnaires des trois pays indochinois gagnent rapidement en force et, dans chacun de ces pays, les régions libérées s'élargissent et se consolident de jour en jour. D'où une situation très favorable à leur résistance à l'impérialisme américain, leur ennemi commun, et à ses laquais. Plus frénétiquement l'impérialisme américain intensifie et étend sa guerre d'agression, plus désastreuse sera sa défaite.

Les forces armées patriotiques et la population vietnamiennes, cambodgiennes et laotiennes sont déterminées à aller de victoire en victoire et à répondre résolument à l'appel lancé par la Conférence au Sommet des peuples indochinois dans sa déclaration commune. D'un seul cœur et d'une seule volonté, elles resteront étroitement unies, se prêteront aide et soutien, surmonteront toutes les difficultés, consentiront tous les sacrifices nécessaires et combattront en étroite coordination pour déjouer résolument tous les ignobles complots de l'impérialisme américain et de ses laquais, et remporter des victoires encore plus grandes.

(D'après « Pékin-Information » n° 25 du 22 juin 1970).

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO :

Un drapeau rouge va-t-il flotter sur l'Afrique Centrale ?



Ouvriers congolais lisant le communiqué de presse annonçant l'ouverture du 9^e congrès du P.C.C.

Les 13, 14, 15 août 1963, les syndicalistes ouvriers et la jeunesse congolaise vivaient les 3 glorieuses journées qui permirent de jeter bas l'abbé fantoche, le folklorique Fulbert Youlou aux soutanes jaunecanari et aux multiples maîtresses. Les progressistes congolais prenaient conscience de la mystification que représentait cette fameuse indépendance politique que l'astucieux vieillard qui régnait alors sur la France, leur avait offerte, quelques années plus tôt. Dans l'enthousiasme on dénonça le néo-colonialisme et on opta pour le socialisme. Un seul syndicat, la C.S.C., un seul mouvement de jeunesse, la J.M.N.R., Jeunesse du Mouvement National de la Révolution, avec son aile militaire, la défense civile, entraînée par des instructeurs cubains.

Cette première tentative de libération n'était pourtant basée que sur un compromis. Le pouvoir fut remis à un instituteur protestant qui avait conquis la renommée d'être honnête parce qu'ayant démissionné du gouvernement Youlou. En fait, après quelques concessions à la jeunesse révolutionnaire, « l'honnête instituteur » entreprit la récupération systématique du mouvement à son profit et à celui de l'impérialisme français. Il installa un régime policier s'appuyant sur sa tribu et se déguisant encore de temps en temps derrière un soi-disant « socialisme bantou ».

Malgré toutes les tentatives de Massembat-Débat pour dévoyer la jeunesse, celle-ci restait vigilante et, en juillet 1968, le congrès de l'U.G.E.E.C., Union Générale des Elèves et Etudiants Congolais, dénonça hautement l'usurpateur. Après une période de flottement, une maladresse de Débat qui fit emprisonner le jeune capitaine de parachutistes, Marien Ngouabi, permit une alliance entre la jeunesse révolutionnaire et l'aile gauche de l'armée. Débat fut balayé. Le mouvement du 31 juillet donnait un second souffle à la révolution. Allait-on, cette fois-ci, lui permettre de respirer ? La réponse n'était pas évidente. Certains militants ne manquaient pas de dénoncer le danger de s'appuyer sur l'armée, qui restait de type colonial, et la mystification que risquait de représenter le nouvel organe dirigeant, le C.N.R., Conseil National de la Révolution, où se côtoyaient d'authentiques révolutionnaires et de non moins authentiques réactionnaires dont le seul mérite était leur grade militaire.

ARMÉE COLONIALE OU ARMÉE POPULAIRE ?

Pour ceux qui avaient choisi d'engager la révolution dans cette voie, la tactique était claire : il s'agissait de dissoudre la défense civile dans l'armée, comme on injecte un élément sain dans un corps malade,

il s'agissait de transformer la vieille armée coloniale en une armée populaire nationale. Une rééducation systématique de l'armée devait être entreprise. Le commandant Marien Ngouabi, devenu chef de l'armée et chef de l'Etat montra la voie aux soldats en leur demandant de ne plus respecter la discipline militaire abrutissante des armées bourgeoises, mais de se forger une nouvelle discipline basée sur la compréhension et l'engagement politique. Ange Diawara, le chef de l'ancienne défense civile devenait le premier commissaire politique à l'armée, l'espoir était grand de pouvoir éliminer progressivement tous les vieux cadres militaires forgés par l'idéologie de l'armée française et la pratique de la guerre d'Indochine et d'Algérie.

ECHEC DU PUTSCH IMPÉRIALISTE !

La situation était tendue et l'issue incertaine. L'impérialisme pourtant déjà tremblait et méditait la contre-attaque. Il a tout de suite compris qu'il devait s'appuyer sur les éléments réactionnaires de l'armée et sur la marionnette la plus proche et la plus « engagée », le sanglant général MOBUTU, qui règne sur l'autre rive du fleuve Congo. Mais, malheureusement pour l'impérialisme, ce sont justement les provocations permanentes et les attaques provenant du Congo-Kinshasa qui permirent à la révolution de démasquer ses ennemis les plus vils et d'aller de l'avant.

Pas une semaine ne se passe sans que de paisibles pêcheurs ou de vaillantes paysannes ne soient enlevés par des soldats de Mobutu et soumis à de graves sévices. Par deux fois déjà, des commandos entraînés à Kinshasa franchissent le fleuve et tentent de prendre le pouvoir à Brazzaville.

En automne 1969, le commando dirigé par l'ancien politicien Koléla est démantelé avant de pouvoir passer aux actes. Ses 30 membres sont présentés au peuple ainsi que les armes saisies. Le tribunal révolutionnaire prononce quelques condamnations à mort, mais les mercenaires de l'impérialisme obtiennent leur grâce du président Ngouabi qui estime prouver par ce geste la force de la révolution. Les condamnés sont dispersés dans les prisons de brousse, spécialement dans la région du nord où la médiocrité des voies de communication rend toute évasion impossible.

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE

A Brazzaville, la tentative de coup d'Etat a créé un rapport de forces favorable aux révolutionnaires. Une première série de mesures est prise : nationalisation du chemin de fer Congo-Océan, et du port de Pointe-Noire, campagne idéologique contre la fonction publique néo-coloniale, création des zones militaires qui doivent permettre en particulier l'intégration de l'armée à la production et l'encadrement de futures milices populaires. Enfin, le 31 décembre, une grande victoire du peuple congolais : création du P.C.T., Parti Congolais du Travail, adoption du drapeau rouge remplacement de l'hymne national par l'Internationale en attendant la mise en musique du nouvel hymne « Les 3 glorieuses ». Le PCT, par ses statuts déclare « baser ses actions sur la doctrine marxiste-léniniste ». Il est dirigé par un bureau politique dont le président est le camarade Marien Ngouabi et le premier

secrétaire Claude-Ernest Ndalla, un tenace camarade, militant de la première heure et ancien ambassadeur en Chine Populaire. Son Comité Central comprend plusieurs éléments ouvriers avancés, des soldats et intellectuels révolutionnaires. Le Congo-Brazzaville devient une République Populaire. Les mots d'ordre sont réajustés : la politique ne doit plus partir de la capitale, les cadres doivent s'intégrer aux masses paysannes afin de traduire et de réaliser leurs aspirations.

Pendant tout le trimestre, la situation est extrêmement tendue. Le peuple attend avec impatience que le socialisme passe enfin dans les actes : « Ils faut que ça change », voilà ce que l'on entend partout. L'impérialisme, de son côté, ne reste pas inactif. Une vaste entreprise diplomatique déferle sur l'Afrique Centrale. Le sinistre FOCCARD mobilise tous ses valets qui, au nom de la paix en Afrique Centrale, prétendent réconcilier Ngouabi et Mobutu. Mais la manœuvre est trop évidente et le camarade-président, tout en faisant preuve de la plus grande volonté de dialogue avec les émissaires de Centre-Afrique et du Gabon, le camarade Ngouabi, soutenu par le P.C.T., reste ferme.

DES SOTS QUI SOULEVENT UNE PIERRE...

LUNDI 23 MARS : est-ce un mauvais rêve ou suis-je bien éveillé ? Plus d'un militant de brousse a sauté de son lit en se posant cette question. En effet, la radio nationale diffusait à grands flots « La Congolaise », ancien hymne national mis au rebut par le peuple depuis la création du P.C.T. Quelques minutes d'attente angoissée et l'hymne néo-colonialiste laisse place à un communiqué non moins inquiétant... « Plus de P.C.T., plus de drapeau rouge, plus d'Internationale, plus de Marien Ngouabi, nous lançons un appel au Gabon, au Tchad, à l'Oubangui-Chari, et tout particulièrement au Congo-Kinshasa pour qu'ils soutiennent notre lutte... Peuple congolais, réveille-toi, l'heure de la vérité a sonné... ». Ainsi parlait le speaker inconnu...

Il est difficile de résister à « l'into » radiophonique, plus d'un s'y est laissé prendre. Combien de progressistes prostrés qui ont manqué de vigilance et se contentaient d'attendre la suite des événements. Combien de réactionnaires imprudents qui ont osé relever la tête, mettre leur costume de fête et se mousser avec le drapeau rouge... Combien de gendarmes qui, sans perdre une minute, sont allés descendre le drapeau rouge et libérer les détenus politiques. Mais le peuple, ouvrier et paysan, gardait l'œil ouvert et les vrais militants révolutionnaires se tenaient prêts pour l'organiser...

...POUR SE LA LAISSER RETOMBER SUR LES PIEDS !

Cette fois-ci nous pouvons affirmer sans crainte que la mobilisation populaire a dépassé la capitale pour atteindre de nombreux coins de brousse. En maints endroits, le peuple s'est levé pour commencer à organiser la résistance, par exemple en rendant les terrains d'aviation inutilisables ou en préparant l'attaque des gendarmeries traîtresses où s'étaient réfugiés les détenus politiques et leurs alliés. Avant même la fin de la matinée pourtant chacun savait que l'Armée Nationale Populaire, restée fidèle aux idéaux de la révolution et à son chef le commandant Ngouabi, l'armée, di-

sons-nous, avait la situation en main. Le commando dirigé par le traître KINKANGA qui s'était emparé de la station radio « la Voix de la Révolution » après avoir vainement essayé de s'assurer un soutien tribal dans le quartier, le commando, disons-nous, était complètement anéanti. Ordre était lancé à l'armée de s'emparer des complices et de les châtier sans libéralisme. La colère du peuple a pu, dès lors, déboucher sur les représailles contre les réactionnaires qui, quelques heures auparavant avaient osé relever la tête. Des tribunaux populaires ont désigné les traîtres qui devaient être évacués sur la capitale. Ces actions ont duré les deux jours suivants, en même temps qu'affluaient à Brazzaville les messages soutenant le P.C.T. et exprimant la volonté de voir s'effectuer une nouvelle radicalisation du régime.

Un congrès extraordinaire du P.C.T. devait, quelques jours après, s'engager résolument dans la voie choisie par le peuple. Furent décidés en particulier : la dissolution du corps de la gendarmerie qui avait dévoilé au grand jour sa haine ou son indifférence à la révolution, la création immédiate des milices populaires qui recevront une formation militaire et idéologique marxiste-léniniste, le remaniement du bureau politique, du conseil d'Etat et des commissaires du conseil d'Etat qui dirigent les neuf régions du pays.

La victoire du socialisme scientifique n'est certes pas encore assurée définitivement au Congo-Brazzaville. L'importance donnée à l'armée fait parfois traiter les révolutionnaires congolais de « guévaristes ». La lenteur avec le C.N.R., puis le PCT, posent le problème de la libération de l'économie congolaise des griffes de l'impérialisme français font parfois dire que le socialisme congolais est un socialisme de parole. L'armée est-elle déjà une armée populaire ou se contente-t-elle de suivre le commandant Ngouabi qui est jeune et dynamique ? Le même Ngouabi n'est-il pas parfois soutenu sur une base tribale par certains réactionnaires du nord ? Le P.C.T. est-il assez mûr pour être capable de définir clairement la stratégie et la tactique qui mèneront le peuple à la victoire ? Autant de questions qui peuvent prêter à discussion.

Lors de la célébration du sixième anniversaire de la jeunesse, l'UJSC, Union de la Jeunesse Socialiste Congolaise qui a succédé à l'ancienne J.M.N.R., a lancé un appel solennel au peuple afin « qu'il se mobilise autour du P.C.T. et se prépare en prévision d'une agression impérialiste ou d'un blocus économique »... Après cette dernière tentative de coup d'Etat, la mobilisation populaire semble en bonne voie et l'enthousiasme qui a jailli lors des « 3 glorieuses » renaît... Faisons confiance au peuple qui est en train de recevoir des fusils et de s'éduquer dans les principes marxistes-léninistes pour imposer « la destruction radicale de l'Etat capitaliste » et supporter les sacrifices qu'imposera une lutte conséquente contre l'impérialisme international et particulièrement celui de l'ancienne métropole : l'impérialisme français.

La lutte de classe, la lutte entre les deux voies, qui se déroule au Congo-Brazzaville, prépare les conditions qui permettront aux principes marxistes-léninistes de pénétrer dans les masses, à celles-ci de se libérer définitivement du joug impérialiste.

Correspondant H.R.

ART ET CULTURE RÉVOLUTIONNAIRES

« UNE ARME PUISSANTE POUR UNIR ET ÉDUCER LE PEUPLE, POUR FRAPPER ET ANÉANTIR L'ENNEMI »

Citation

du Président Mao Tsé toung

Notre littérature et notre art servent au même titre la grande masse du peuple, au premier chef les ouvriers, les paysans et les soldats ; ils sont créés pour eux et utilisés par eux.

« Interventions et causeries sur la littérature et l'art à Yénnan » (Mai 1942), Œuvres choisies de Mao Tsé toung. Tome III.

Ce n'est pas un hasard si le plus important événement politique du demi-siècle, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, d'une portée historique inégalée, a été impulsée et s'est développée impétueusement à la suite d'une intense lutte de classe dans l'opéra de Pékin. Soutenir le contraire ce serait emboîter le pas aux théoriciens de l'art des pays capitalistes et révisionnistes, soutenir avec eux la thèse de l'« autonomie » de l'art, lui réserver en paroles un domaine à part à l'abri des « dures » réalités politiques et économiques, prôner une culture aussi « pure » ou « véritable » que la « démocratie avancée » et se faire avec eux l'apôtre d'un « Art » et d'une « Culture » au-dessus des classes : ce serait conséquemment reprendre en chœur avec les révisionnistes et les trotskystes le couplet de la « Culture » (bourgeoise) pour tous.



Le président Mao à l'usine de machines-outils de Changhaï (peinture à l'huile).

Hélas pour le Capital, ce que ses idéologues camouflent, ses politiciens ne peuvent le dissimuler : l'art et la culture ne sont tolérables que s'ils ne donnent pas de « mauvaises » idées à ceux que la bourgeoisie exploite chaque jour plus : l'« Orient Rouge », un film-ballet enthousiasmant qui met en scène le peuple chinois opprimé et son triomphe sous la direction du Parti Communiste et de Mao Tsé toung, est interdit à Pontoise (banlieue de Paris) par le préfet ; le « Peuple et ses fusils », un film qui exalte la guerre révolutionnaire du peuple lao est interdit dans les « départements français d'outre-mer » ; les conseillers municipaux du 16^e arrondissement demandent la fermeture de l'exposition de céramiques chinoises au musée Guimet, etc.

« Toute culture (en tant que forme idéologique) est le reflet de la politique et de l'économie d'une société déterminée, mais elle exerce à son tour une influence et une action considérables sur la politique et l'économie de cette société » (Mao Tsé toung).

Comment la bourgeoisie pourrait-elle tolérer la culture et l'art qui contribuent à creuser sa tombe ?



Guri Madhi « Le serment » (huile).

Des partisans albanais jurent de libérer la patrie de l'occupant fasciste et de ses complices, et d'établir le pouvoir révolutionnaire du peuple.

EXTRAITS DE POÈMES D'OUVRIERS COMMUNARDS

« Un jour viendra bientôt où les enfants, les femmes, Les mains frêles, les petits bras S'armeront de nouveau sans peur des fusillades Et sans respect pour vos canons ! Les faibles sans pâlir iront aux barricades ;

Les petits seront nos clairons ; Sur un front de bataille épouvantable et large L'émeute se relèvera ; Et, sortant des pavés pour nous sonner la charge, Le spectre de mai parlera...

Et, à la bourgeoisie apeurée :

« Vois, sous ces fiots de sang répandus par ta main, Comme sous l'eau du ciel une fleur croît plus forte, La révolution, que tu croyais bien morte, Germe et grandit sur ton chemin. Elle germe et grandit plus belle et plus puissante ! Elle se dresse menaçante, Et devant elle désormais, Tu trembles comme tu tremblais Avant la semaine sanglante ! »



Toujours prêts à exterminer les agresseurs ! (affiche chinoise).

« Nous sommes résolument pour la paix et contre la guerre. Mais si les impérialistes s'entêtent à déclencher une nouvelle guerre nous ne devons pas en avoir peur. » (Mao Tsé toung).

VOIE DE LIBÉRATION

(par un combattant palestinien)

Dorénavant, ne coulent plus de mes yeux des pleurs,

A quoi bon, la plainte, le gémissement et la peur ?

Car, les larmes ne servent à rien pour recouvrer bien-aimée notre terre,

Et la complainte ne résiste pas à l'oppression des adversaires.

Jamais le Conseil de Sécurité ne saura remettre à notre sol la liberté,

Les protestations, inutiles et impuissantes, sont bien prouvées.

Ma souffrance et ma haine, je comprime au fond de mon cœur,

Et explique la situation avec fusils mitrailleurs.

Tous les jours, nous liquidons des ennemis,

Dans chaque pouce de terrain, en détruisant la tyrannie.

La paix de la région, nous en faisons la terreur,

Les auteurs des sans-abris, qu'ils frémissent de frayeur !

Du lieu où le soleil se lève au coin où il se couche,

Dans le monde entier, la Palestine est soutenue partout.



Un plan du film : « Les partisans de la plaine ».

Le sanguinaire colonel Matsue réduit à l'impuissance par les villageois : « Dépose ton arme ! Le peuple chinois ne tolérera jamais que des gens de ton espèce exercent leur brutalité sur la terre ».

Matsue tente un dernier effort. Il lève son arme contre son adversaire mais Li Hsiang-yang l'abat.

La CHANSON des COMBATTANTS

(Poème vietnamien)

Ils ont pris nos terres, les labourent à l'envi
Sur nos logis en cendres, ils bâtissent leurs postes

Pleurer ne dissipe point notre haine
Supplier ne nous ouvre la voie du salut

Nous ne gagnons notre vie avec les canons et les bombes

Aucun pacte ne nous lie au dieu de la guerre
Mais les voici venir, jusqu'aux dents armés
Nous résigner à être esclaves, jamais !

Dressons-nous, fusil, poignard en main
Gardons nos terres, nos fleuves, nos marchés
Cruels, féroces sont les ennemis
Ils font tomber des têtes, leurs têtes tomberont

Ceux qui sont de la lignée des agresseurs
Ceux qui font violer les tombeaux des ancêtres par les éléphants
Avec nos fusils bien en main, nous les écraserons
Comme naguère, maintes fois nous l'avions fait

Nuit après nuit, sous la cocoteraie, nous écoutons
La terre natale toute bruisante, se préparant à l'attaque
Les yeux des combattants brillent dans la nuit
Embrassent les étoiles et le vaste ciel
Marchons, marchons, faisons sans cesse résonner notre chant
Versons notre sang pour notre terre, pour nos foyers.

APRÈS L'INCENDIE DE SAINT-DENIS

Des immigrés encombrants pour les révisionnistes

PAR LE C.D.H.R. P. SEMARD TOULOUSE.

Une nouvelle fois, le capital vient de frapper impunément des travailleurs immigrés et leur famille. A Saint-Denis, 600 hommes, femmes, enfants sont sans abri par suite de l'incendie du bidonville où ils avaient trouvé « refuge ».

En régime capitaliste, où la bourgeoisie fait venir de l'étranger des ouvriers immigrés, et où elle leur réserve des conditions de vie et de travail inhumaines, l'existence des bidonvilles n'est pas une nouveauté. Il n'y a pas une ville tant soit peu industrielle qui n'ait son coin banni de bidonville. Il ne se passe pas une semaine sans que ne grossisse le lot des malheurs dans l'enfer des cités d'urgence.

Cependant l'existence d'un bidonville à Saint-Denis, dont la municipalité est de longue date « communiste », ne manquera pas de surprendre l'ouvrier sincère mais trompé sur la nature du P.C.F. En

effet, les communistes qui travaillent à libérer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste, n'ont-ils pas le devoir d'œuvrer à soulager la misère et les souffrances que cet esclavage impose aux ouvriers ? Les ouvriers immigrés, en tant que partie la plus exploitée et humiliée du prolétariat, ne doivent-ils pas être l'objet constant de leurs préoccupations ? Et ne doivent-ils pas les aider justement pour cette question du logement qui est pour eux un terrible fardeau ? Le bidonville de Saint-Denis montre bien qu'aujourd'hui, le P.C.F. est loin de ces préoccupations, montre bien la fange dans laquelle il s'enfonce tous les jours plus. C'est une giflette à la face des W. Rochet, Duclos, Marchais et Séguin, si prompts à exhiber leurs « réalisations » municipales pour faire accepter leur politique néfaste. Une nouvelle fois, les faits cinglent leur visage de révisionnistes.

COMMENT LES REVISIONNISTES TENTENT DE SE DEBARASSER DES FAMILLES IMMIGRÉES ?

Si cela ne suffisait pas, l'article de « L'Humanité » du 16 juin donne un nouvel exemple de la dégénérescence bourgeoise du P.C.F. « L'Humanité » ne s'étonne pas le moins du monde de la présence d'un bidonville à Saint-Denis, chez les « élus » de la maison. Si elle en parle c'est qu'elle ne peut pas faire autrement... et pour exposer les soucis précisément de ces élus. On pourrait penser que maintenant, les familles étant sans abri, le problème de leur logement devant être résolu sans plus attendre, les élus mis au pied du mur vont prendre enfin les mesures les plus énergiques pour leur trouver un logement descent. Mais non ! S'ils ont abandonné hier ces familles à leur triste sort, il n'y a pas de raison pour qu'aujourd'hui ils s'en préoccupent davantage. Le véritable soucis des révisionnistes, le voici : comment SE DEBARRASSER de ces fâcheux qui nous tombent sur les bras ; et de chercher des raisons à cela :

« L'ampleur du sinistre et le nombre élevé des sans-abri sont tels que le relogement des familles sinistrées ne saurait être du ressort de la municipalité de Saint-Denis ». Pour convaincre sans doute de la solidité de l'argument, « L'Huma » ajoute : « Ni même des services préfectoraux ». Et suprême stupidité dans leur trahison, l'article poursuit plus loin : « Ceux qui provoquent l'immigration et utilisent la main-d'œuvre immigrée doivent fournir le logement à ces familles ». Le vrai Parti Communiste, s'appuyant sur ces faits, aurait montré

que la bourgeoisie est responsable de la misère et des souffrances des ouvriers, que jamais, malgré toutes ses belles déclarations, elle ne relogera convenablement les habitants du bidonville. Ce Parti aurait fait l'impossible pour les reloger, leur montrant par là qu'il est le Parti de la classe ouvrière, leur Parti. Le P.C.F. fait exactement l'inverse et dit que ces gens-là ne l'intéressent pas.

L'aveu est de taille. Pour une fois, « L'Huma » dit la vérité sur elle-même et sur le P.C.F. Effectivement, s'il porte une attention toute particulière aux cadres et leur consacre toute sa dévotion, celui-ci n'a que faire des travailleurs immigrés. C'est que les cadres peuvent lui apporter quelques voix aux prochaines élections. Les ouvriers immigrés, eux, n'ont pas le droit de vote.

Le couronnement, le voici : « Le relogement ne peut se faire au détriment de la population dionysienne (de St-Denis) dont une partie attend également un toit ».

Sans doute par cette caution raciste et chauviniste, la municipalité révisionniste espère-t-elle s'attirer les bonnes grâces de ceux de la bourgeoisie qui n'ont pas une entière confiance en elle et dont elle quémande les voix.

Merci à « L'Humanité » pour sa franchise inhabituelle (et très certainement involontaire), pour l'aveu de son reniement du marxisme-léninisme, de la classe ouvrière, de l'internationalisme prolétarien, de la simple solidarité instinctive de l'ouvrier pour l'ouvrier.

L'« HUMANITÉ » A DECOUVERT LES COUPABLES DE L'INCENDIE : LES « MAOÏSTES » !

Ces derniers jours, « L'Humanité » a entrepris d'entonner un air désormais connu : des « maoïstes » seraient à l'origine de l'incendie du bidonville. D'ailleurs la police aurait arrêté un coupable dont elle refuse de divulguer l'identité ; c'est clair, ça ne peut être qu'un « maoïste ».

C'est le même air qu'elle entonnait il y a peu de temps, à l'unisson avec le reste de la bourgeoisie, pour faire endosser la responsabilité des « attentats » aux militants de la Gauche Prolétarienne. Quand on sait qu'en fait de militants de la G.P., les flics n'ont découvert (sûrement par un malencontreux manque de coordination) qu'un UDR et un ex-O.A.S., quand on remarque que la série d'attentats a cessé comme par enchantement après le vote de la loi anti-casseurs,

on peut juger du degré de malhonnêteté et d'imprudence qu'ont atteint les révisionnistes.

Tout ceci n'est pas autre chose que de la diffamation, procédé propre à la bourgeoisie, en particulier aux fascistes (l'incendie du Reichstag mis sur le dos des communistes par Hitler) dans l'abjection et le cynisme duquel ils se reconnaissent. Que le P.C.F. le reprenne, montre bien qu'il représente la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, son acharnement à combattre la révolution, son rôle qui n'est autre que celui de n'importe quel parti révisionniste ou social-démocrate en période de crise de la bourgeoisie : appeler à la répression, attiser activement la fascisation, y soumettre la classe ouvrière, et par là favoriser, faciliter le recours éventuel au fascisme.

« UNE FORTE PROPORTION DE DÉBILES SONT DES MANŒUVRES »...

UN PROFESSEUR RÉVISIONNISTE INJURIE LA CLASSE OUVRIÈRE

R. Zazzo, professeur à la faculté de Nanterre, et ses collaborateurs ont publié, il y a quelques temps, un livre : *Des garçons de 6 à 12 ans*. Membre notoire du P.C.F., Zazzo est considéré par les dirigeants révisionnistes comme un « psychologue marxiste ». Voici ce qu'on peut lire à la page 115 du livre, sous la signature de Zazzo lui-même :

« Je pense ici très explicitement à la façon de définir le milieu ouvrier. On peut supposer, avec vraisemblance, qu'une frange inférieure de ce milieu, celle que constituent les ouvriers sans qualification et la masse des manœuvres, se caractérise par des insuffisances physiques ou mentales d'origine biologique, que cette origine soit d'ailleurs héréditaire ou non. Evidemment tous les manœuvres ne sont pas des débilés mais une forte proportion de débilés sont des manœuvres. Nous nous demandons si en certaines statistiques l'infériorité des « ouvriers » n'est pas due en bonne partie à la présence de cette population congénitalement ou héréditairement déficiente. »

Ce que Zazzo appelle « une frange », c'est en réalité la majorité de la classe ouvrière (voir H.R. n° 28). De plus, cette soi-disant « frange », à laquelle il faut ajouter les travailleurs immigrés (également « exclus » par Zazzo), constitue la partie la plus exploitée et la plus révolutionnaire du prolétariat.

Mais voyons comment Zazzo s'y prend pour justifier « scientifiquement » ces calomnies bourgeoises.

ZAZZO JUGE « L'INTELLIGENCE »

D'abord il prétend juger de l'intelligence des adultes, mais dans son livre il s'agit de l'intelligence des enfants. Et comment juge-t-il de l'intelligence des enfants ?

Un enfant est appelé « débile » s'il a une mauvaise note (inférieure à 70, la normale étant de 100) à un « test d'intelligence ».

Un « test d'intelligence », c'est simplement un questionnaire. Le psychologue a choisi les questions pour chaque âge ; il a choisi aussi pour chaque âge un groupe d'enfants, et a vérifié que la majorité de ce groupe répond correctement aux questions.

Comment les psychologues choisissent-ils les questions ? Ils les choisissent en fonction de leur culture, c'est-à-dire de la culture bourgeoise.

EXEMPLE DE QUESTION TIRÉE D'UN « TEST D'INTELLIGENCE »

MON VOISIN VIENT DE RECEVOIR DE SINGULIÈRES VISITES : IL A REÇU TOUR A TOUR UN MÉDECIN, UN NOTAIRE ET UN PRÊTRE. QUE SE PASSE-T-IL CHEZ MON VOISIN ?

Pourquoi prétendent-ils juger de l'intelligence des enfants en les faisant répondre à des questions ? Toujours à cause de la culture bourgeoise, qui met au-dessus de tout la parole, la facilité pour s'exprimer. Cette facilité est beaucoup plus développée dans la bourgeoisie, et pour cause ! Les tests d'intelligence amènent donc à juger les enfants des ouvriers dans une situation qui, dès le départ, les défavorise systématiquement par rapport aux enfants de bourgeois.

Ce n'est donc pas étonnant si les plus mauvais résultats aux tests d'intelligence se trouvent chez les en-

fants de la classe ouvrière, et les meilleurs chez les enfants de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie. On ne mesure pas avec ces tests « l'intelligence » d'un enfant, mais son appartenance à une classe sociale. La société capitaliste ne reconnaît en fait qu'une forme d'intelligence, celle qui se manifeste par la parole. Celui qui parle est considéré dès le départ comme plus intelligent que celui qui produit et qui lutte pour assurer sa subsistance. L'enfant de bourgeois devient donc tout naturellement « l'étalon », le modèle, auquel on compare les autres enfants.

La psychologie dans les pays capitalistes n'a jamais cherché à étudier les qualités propres à la classe ouvrière : discipline, sens de l'organisation, sens profond de la réalité, courage dans l'effort quotidien, détermination révolutionnaire. Ni à comprendre comment ces qualités se développent dès l'enfance.

« CONGÉNITALEMENT OU HÉRÉDITAIREMENT DÉFICIENTS... » (!)

Mais de nombreux psychologues insistent sur la soi-disant « infériorité » des enfants d'ouvriers, soit pour la qualifier de biologique, comme le fait Zazzo, soit pour la déplorer hypocritement, en accusant le milieu dans lequel sont élevés ces enfants. Dans la revue révisionniste *La Pensée* (n° 140-141, août-octobre 1968), P. Boiteau souhaite « que l'enfant plus encore que l'adulte, échappe à l'aliénation imposée par le milieu social qui constitue pour les plus défavorisés une véritable mutilation des intelligences ». Et il ajoute : « Mais ce que trop encore ignorent, c'est que la marque indélébile de cette aliénation est acquise bien avant l'âge scolaire dans la plupart des cas ». Et il reprend à son compte le mot d'ordre de lutte « contre ces autres espèces de mort que sont l'arriération intellectuelle ou l'inadaptation sociale ». Ouvriers révolutionnaires, les « inadaptés sociaux » c'est vous !

Zazzo, lui, est plus raffiné. Il prend la défense des ouvriers : mais non, ils ne sont pas inférieurs ! il suffit d'exclure tous ceux qui sont « congénitalement ou héréditairement déficients », c'est-à-dire les ouvriers les plus exploités et les plus révolutionnaires. Il reste alors ceux qui sont, on l'espère, « adaptés socialement », et sur qui cherche à s'appuyer le P.C.F.

Ainsi Zazzo ne se contente pas de défendre les idées habituelles de la bourgeoisie. En justifiant la politique du P.C.F., il fournit à la bourgeoisie des armes nouvelles, plus perfectionnées. Sans aucun doute, elle lui en sera reconnaissante.

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG



L'exemplaire : 1,40 F

Contre envoi postal

sur commande à

H. R. : 2,20 F

NICE : Des étudiants menacés d'exclusion pour avoir tenu un stand Humanité Rouge

Le 26 mai, le doyen de la Faculté des Sciences de Nice a exigé le retrait du stand H.R. que nos camarades tenaient régulièrement depuis quinze jours. Il a pris prétexte de leur ferme refus pour traduire devant le Conseil de Discipline cinq d'entre eux qu'il juge responsables des luttes menées pendant toute l'année.

LES LUTTES D'UNE ANNEE

Quelles ont été ces luttes ? Novembre : en dehors du cadre de la participation, lutte dure de la part des étudiants de 3^e cycle pour l'obtention d'une bourse d'études pour tous (astreints à 40 heures de laboratoire, ces étudiants ne peuvent avoir d'emploi rémunéré); cette lutte, victorieuse, a démontré l'inutilité du Conseil de gestion et l'intérêt des luttes de masses : les étudiants de 3^e cycle n'ont pu vaincre que grâce à la solidarité des autres étudiants. Février : toujours à l'initiative du C.D.H.R., le Comité de Base-U.N.E.F. déclenche une grève sur les mots d'ordre : « A bas la circulaire Guichard ! A bas la rentabilisation capitaliste de l'Université, la participation, la fascisation, la répression ». C'était une grève politique qui a donné aux étudiants une prise de conscience anti-monopoliste, contre l'entrée des Monopoles à l'Université, contre l'Etat dirigé par les monopoles; elle a permis aussi de démasquer les révisionnistes de l'U.E.C.-UNEF-Renouveau par la pratique (en ne refusant pas de les inclure dans le comité de grève, mais en les som-

mant d'appliquer les décisions de l'Assemblée générale, ce qu'ils n'ont plus fait dès que les formes de la lutte se sont durcies) et par l'explication des raisons politiques qui les font agir ainsi; le doyen-flic avait déjà voulu traduire 3 étudiants devant le Conseil de Discipline, mais dû remettre à plus tard devant la mobilisation effective des étudiants. Il a pensé pouvoir attendre la démobilisation consécutive aux examens de fin d'année.

LE DOYEN EN ECHEC

Le 27 mai, le Conseil de Gestion entérine la décision du doyen : des étudiants envahissent la salle, se heurtent aux provocations d'enseignants réactionnaires (les plus liés aux trusts). La vraie nature répressive du Conseil de Gestion apparaît avec la nécessité d'opposer à la violence légalisée la violence révolutionnaire. Les jours suivants, on popularise les faits. L'U.N.E.F.-Renouveau prétend défendre nos camarades en les dénonçant en fait à l'administration, puis se démarque d'eux en les présentant comme des « provocateurs irresponsables »; elle refuse naturellement de démissionner du conseil (contrairement aux enseignants S.N.E.Sup qui le quittent), puis le lendemain décide, par « soutien » pour nos camarades, de tenir un stand, et y renonce, l'U.E.C. ayant démontré que c'était du gauchisme. La base de l'UNEF-Renouveau est de plus en plus flottante. P.«C.»F. et U.E.«C.» essaient de la rattraper en montant un affrontement violent, mais la provocation échoue.

Le 8 juin, tous les amphithéâtres ont un examen votent le report de deux jours. Une Assemblée Générale décide d'occuper le bâtiment administratif. Voyant qu'ils ne peuvent plus tromper les étudiants, le doyen et le secrétaire général mettent en « grève » le personnel administratif (contractuel) pour le tromper et le dresser contre les étudiants. Nos camarades savent démasquer cette manœuvre.

Le 10 juin, le doyen monte une nouvelle provocation, mobilise un commando d'assistants fascistes et une partie du personnel technique pour s'affronter physiquement avec eux. Il essaie d'opposer à la grève de deux jours des examens, une sorte de « lock-out » des examens. Les étudiants évitent toute occasion de bagarre et imposent par leur détermination disciplinée le déroulement des examens, soutenus par les enseignants du S.N.E.Sup (les révisionnistes y sont peu nombreux et se taisent) qui interviennent en même temps en faveur de Lévy-Leblond, professeur à Nice l'année précédente. Nos camarades avaient réussi à donner un coup d'arrêt à l'administration et prouvé que, même en période de démobilisation ils étaient capables d'organiser une riposte efficace.

ATTITUDE DES DIFFERENTS GROUPES

U.E.«C.», mis dans une position fautive, doivent faire semblant de défendre nos camarades pour ne pas se couper des masses, mais en

fait reprennent et popularisent la façon de voir de l'administration. Incapables de jouer leur rôle démobilisateur : les étudiants ne reculent pas devant les formes plus dures de lutte : envahissent la salle des actes, badigeonnage, etc.

La G.P. n'apparaît que brièvement, soutient l'envahissement du Conseil, dénonce comme réviso le report des examens : c'était pourtant, vu l'époque de l'année, la meilleure arme dont on disposait, son utilisation demandait un haut degré de conscience de la part des étudiants. Contrairement à la G.P. qui préconisait des actions « sérieuses » en ville, nos camarades ont su mobiliser sur place les étudiants et leur faire comprendre la nécessité de la violence lorsque l'administration viole sa propre légalité.

CONCLUSION

Cette lutte n'est qu'un épisode du combat contre la participation. L'avantage, pour la bourgeoisie, de la participation Faure sur le plan Fouchet, était de pouvoir récupérer les luttes étudiantes. Les problèmes des étudiants (débouchés, enseignement sans valeur, professeurs incompetents, manque de crédits, oppression capitaliste au niveau de l'information, des habitudes...) ne sont que le reflet de la lutte des classes.

Donc, la solution est une solution politique que seule la classe ouvrière réorganisée autour d'un parti authentiquement communiste peut apporter de manière révolutionnaire.

NONNES-FLICS : HORS DE L'ENSEIGNEMENT !

L'éducation surveillée est un moyen par lequel la bourgeoisie essaie de conditionner une future main-d'œuvre servile, taillable et corvéable à merci. L'hypocrisie religieuse a pour fonction d'assurer cet asservissement. Nous avons reçu de pensionnaires d'un établissement pour jeunes filles, tenu par des religieuses, une lettre à la fois émouvante et accusatrice. Malheureusement la loi bourgeoise, nous interdit pour la sécurité de notre correspondante, de publier intégralement cette lettre. En voici quelques-uns des principaux passages :

« L'éducation religieuse est de première nécessité pour « ramener dans le droit chemin » ces adolescentes qui viennent pour la plupart de l'Assistance Publique ou qui ont été arrachées de leur famille par les assistantes sociales... »

DANS LA « MAISON DU BON DIEU » !

Comme dans l'armée bourgeoise la discipline est de rigueur : cheveux courts, exécution des ordres sans hésitation ni murmure, obéissance entière, soumission de tous les instants. On ne reconnaît pas le droit à la contestation, on la réprime sévèrement. Une sanction entraîne nécessairement une autre sanction, de la privation de dessert, de visite, du rare droit de sortie, jusqu'à la chambre d'isolement et, si nécessaire, la piqure de largactyl dont les effets sont si salutaires pour transformer les enrégimées en élèves dociles. Evasions, dépressions nerveuses, tentatives de suicide ne se comptent plus. Ces « incidents » demeurent cachés pieusement, lorsqu'un scandale éclate malgré toutes les précautions, on explique « que ce sont des cas extrêmement rares, dus au mauvais milieu familial de l'élève »...

DES ADJUDANTS EN CORNETTE

Règlement intérieur : lever 7 h 30, temps de toilette réduit : 8 heures,

études ; 8 h 30, petit-déjeuner ; 9 h, rassemblement pour la prière qui commence les cours !!! 10 h 15, récréation ; 10 h 30 à 12 h, cours ; 12 h à 12 h 30, « détente » durant laquelle les élèves s'acquittent de la corvée quotidienne ; le nettoyage des dortoirs et des réfectoires s'effectuant durant le temps consacré à l'étude du matin, il convient alors de ramasser le pain dans les poubelles et de le présenter à la table de midi ; 12 h 30 repas, 13 h vaisselle assurée par les élèves par roulement de 15 jours ; 13 à 14 h, temps libre avec interdiction de lire trop longtemps assise : on oblige les pensionnaires à jouer, la lecture reste limitée à un livre par semaine, et pas n'importe lequel : « Saint François d'Assise », « Sainte Jeanne d'Arc », etc.

La nourriture est riche et variée d'après les menus présentés aux juges d'enfants et aux assistantes sociales. La nourriture destinée aux enseignantes est bonne, les élèves se contentent de mets plus ou moins avariés (250 g de beurre au petit-déjeuner pour vingt filles, un plat de frites et de purée par mois, autrement, lentilles, choux, épinards composent la ration quotidienne...

FRUITS DEFENDUS...

Le pensionnat dispose de magnifiques jardins avec vergers : interdiction d'y pénétrer, ils sont exclusivement réservés aux religieuses. Il existe une magnifique salle de jeu ; elle ne sert pratiquement pas aux élèves ; défense d'y entrer avec des chaussures et sans autorisation, défense d'y entrer lors des quotidiennes cérémonies, la moitié de la salle servant de chapelle ; le temps des jeux est réduit à deux heures le samedi et le dimanche, lorsque la conduite des élèves est jugée satisfaisante...

Pendant les cérémonies rituelles, les plus débrouillardes parmi les pensionnaires se hasardent à approcher

les jardiniers. Le plus jeune d'entre eux est là depuis ses quatorze ans, enfant de la misère ; les religieuses ont su lui donner un emploi de jardinier moyennant 10 F par dimanche, et encore lorsqu'ils sont bien gagnés ; il dort avec ses compagnons dans une salle de débarras, son travail manuel est très pénible, il doit en plus apporter des satisfactions plus intimes à ses nombreuses et exigeantes « bienfaitrices »...

Mais, cette lettre en témoigne, l'hypocrisie religieuse n'atteint pas toujours son but, elle cherche à asservir, elle engendre aussi la révolte. Notre correspondante conclut en évoquant ses compagnes livrées, à leur sortie d'« études », à l'usine et soumises à l'exploitation la plus dure : « On va se rebiffer, les petits chefs, ça se mate, les cadences, ça se brise, les patrons, ça se séquestre en attendant de prendre les fusils ! »

S.N.E. Sup : Une DIRECTION de TRAITRES (Suite)

Non seulement le Bureau National (réviso) du S.N.E.Sup n'a rien fait pour défendre Lévy-Leblond, mais il sabote et l'action unitaire des enseignants et des étudiants de la Halle aux Vins et ses propres pseudo-actions : le meeting bidon du 26 juin n'a rassemblé que quelques dizaines d'enseignants, la direction avait gardé les convocations dans ses tiroirs.

A la Halle aux Vins, toutes les sections du syndicat (majoritaires et minoritaires) ont appelé à la grève administrative (grève de la remise des notes) : 600 enseignants sont en grève ; de plus, 6 200 étudiants, à ce jour, ont voté la grève de leurs examens, soit plus du quart des effectifs.

La direction du syndicat répond à ces actions par des sabotages caractérisés :

BORDEAUX :

REPRESSION UNIVERSITAIRE

A la Faculté de Bordeaux, la section de sociologie, devant se prononcer sur stagiaire s'était déclarée unanimement la titularisation d'un maître-assistant favorable. Le ministère, sans explication, exclut celui-ci de l'enseignement supérieur selon une procédure qui avait déjà frappé Judith Miller à Vincennes. Les motifs sont évidemment extra-professionnels. Une fois de plus, ce dont on fait un délit à l'intéressé, Gilbert Mury, ce sont ses opinions. Au mépris de tous les principes hypocritement proclamés par la démocratie bourgeoise, la non discrimination entre citoyens pour des raisons d'opinion politique ou la neutralité de l'enseignement, le pouvoir est décidé à mener l'épuration de son Université, à n'y admettre que réactionnaires fiefés et révisionnistes patentés. Les étudiants, les enseignants laisseront-ils faire ?

1) La Commission Administrative du 20 juin (à majorité réviso) a refusé explicitement de voter une motion de soutien aux grèves de la Halle aux Vins.

2) Le Bureau National est allé beaucoup plus loin en envoyant à l'A.F.P. un communiqué dont les enseignants de la Halle aux Vins ont été d'abord informés par un journaliste présent à la conférence de presse. Le B.N. y annonçait, pour le 26 juin, « un rassemblement de toutes les sections parisiennes et de toutes les organisations syndicales qui voudront s'y associer. CETTE ACTION EST EXCLUSIVE DE TOUTE GREVE DES EXAMENS OU SUSPENSION DES TACHES ADMINISTRATIVES QUI S'IMPOSENT AUX ENSEIGNANTS EN CETTE FIN D'ANNEE ». En clair, cela s'appelle un coup de poignard dans le dos.

COURRIER DES LECTEURS

Camarades,

Je suis membre du P.C.F. depuis trois ans ; j'en suis à ma quatrième carte. Je suis abonné à l'« Humanité Rouge », hebdomadaire que je lis avec beaucoup d'attention, j'ai été enthousiasmé par le spécial mai.

Je désire quitter le P.C.F. et me joindre à vous, c'est-à-dire rejoindre l'avant-garde marxiste-léniniste. Je m'aperçois en effet que le P.C.F. ne correspond plus à mes idées, je ne suis pas d'accord avec le 19^e Congrès sur « La démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme », je préfère votre idéologie, c'est-à-dire la « Démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat ».

De plus, je me suis formé à une triste expérience lors du défilé du 1^{er} mai, c'était la première manifestation à laquelle je participais, et je dois avouer que j'ai été littéralement écoeuré. En effet, le P.C.F. et la C.G.T. auxquels j'appartiens, avaient littéralement monopolisé la manifestation ; il n'y a eu qu'une seule banderole admise. J'ai vu

des militants du P.C.F. et de la C.G.T. (service d'ordre) arracher des drapeaux rouges ainsi qu'une banderole portant l'inscription : « Unité ouvrière face à la loi répressive », c'est cette banderole qui a été arrachée. Vous avouerez, camarades, que c'est triste de voir des choses pareilles, la manifestation du 1^{er} mai a ressemblé à une procession religieuse.

Sincèrement, je suis de plus en plus écoeuré, de même que par certains articles de l'« Humanité » que je lis tous les jours.

C'est pour cela camarades, que je désire rejoindre l'avant-garde marxiste-léniniste.

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !

A BAS LE REVISIONNISME !

P.S. : Certains points me paraissent obscurs dans la pensée maotséoung, ainsi que dans Pékin-information, mais je pense que j'aurai le loisir d'en discuter avec les camarades.

Un camarade de St-Etienne.

Chers Camarades,

Bien que je n'aie que quatorze ans je m'intéresse beaucoup à la vie politique de la France et naturellement du monde entier. J'ai essayé de lire Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé toung en m'appliquant à assimiler leurs directives le mieux possible. J'étais encore il y a trois ou quatre ans, complètement ignorante en matière politique et comme bien d'autres (petits ou grands) j'étais gaulliste parce qu'à l'école on m'avait appris que « Le Général de Gaulle avait sauvé la France en 45 et en avait fait un pays libre, prospère, heureux et industrialisé ». Mais le printemps 1968 m'a ouvert les yeux. J'ai su que le peuple était mécontent. J'ai commencé à faire mon apprentissage politique ; j'écoutais mes parents (ce sont des ouvriers ex-gaullistes, mais maintenant progressistes) et les informations à la radio et à la télévision. Mais comme vous le devinez, je n'apprends rien et me perdis en conjonctures.

J'essayais de m'instruire auprès de mes proches et je trouvais un éducateur : mon frère. Depuis longtemps, sans que nous le sachions il brûlait pour la cause la plus noble et la plus juste et il nous montra la vérité ; depuis, dans notre famille chacun est ardent militant ou essaye de l'être. Mon frère aîné vend H.R. (dans la banlieue Sud de Paris), il milite aussi dans les bidonvilles et les H.L.M. Mon père tâche de convaincre les ouvriers de son atelier et ma mère fait campagne dans le quartier. Pour ma part, mon rôle est bien modeste.

Je suis dotée d'un proviseur fasciste aussi mes actions lycéennes doivent-elles être discrètes mais dans un recoin de préau ou cachée derrière un arbre, je lutte, je discute, j'attaque. Certains me traitent de « Chinoise », de « gauchiste », de « rouge », d'autres me considèrent comme un compagnon de combat.

Les idées communistes ne

sont pas simplement des idées politiques détachées du reste de la vie mais c'est une manière de vivre que d'être communiste aussi dans mes actes j'essaie de mériter ce nom.

Il y a environ un an que je lis H.R. et je trouve ses articles si clairs, si explicites, si proches de nous, si conforme à nos idées que H.R. n'est plus UN journal mais NOTRE journal. Je n'ai pas beaucoup d'argent mais dès que j'arriverai à amasser 80 F je le donnerai pour un abonnement de soutien à H.R. et je me sentirai encore moins seule dans la juste cause pour laquelle nous luttons.

VIVE H.R.

VIVE MARX, ENGELS, LÉNINE, STALINE et MAO TSE TOUNG le Lénine de notre époque.

VIVE LE SOCIALISME NOTRE IDEAL LIBERATEUR.

Salutations communistes.

M.M.

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES

LA « VIE (ANTI) OUVRIÈRE » EN KÉPI

Le bonze Krasucki, secrétaire confédéral de la CGT et membre du Bureau Politique du P.C.F. (comme ses complices Frachon, Ségué et Frischmann) est bien à plaindre. Que ne faut-il pas faire pour y gagner sa croûte !

La « Vie Ouvrière », dont il est le directeur, doit se battre pour une ligne dont le simple énoncé soulève le cœur :

- défense de la hiérarchie ;
- dénonciation des militants révolutionnaires ;
- solidarité avec la police.

Mais, ne reculant devant aucune salissure, Krasucki met la main à la pâte lui-même sans rechigner. Examinons comment.

LA SOCIÉTÉ PYRAMIDALE DE M. KRASUCKI

Dans l'édition du numéro du 17 juin de la V.O. Krasucki écrit :

« Sommes-nous, pouvons-nous être, les uns et les autres contre la hiérarchie dans le travail ?

Evidemment non : elle correspond à une réalité économique et technique comprise par chaque travailleur. La « hiérarchie » commence dès le travail manuel entre le travail simple et le travail complexe, entre le manœuvre et l'ouvrier professionnel ».

Ça, au moins, c'est clair ! En haut, les cadres, couche bourgeoise ou petite-bourgeoise qu'il faut garder, ou plutôt attirer à soi. Au-dessous, les ouvriers qualifiés auxquels on s'efforce d'insuffler l'individualisme, le goût de la réussite personnelle, le mépris du manœuvre, voué aux tâches simples...

Comme, dans la société, pas nouvelle, de M.M. Pompidou et Ségué, les manœuvres sont justement, pour la grande majorité d'entre eux, des travailleurs étrangers — donc sans bulletin de vote —,

la ligne Krasucki est la transposition transparente de l'électoratisme du P.C.F. dans le domaine revendicatif.

Comme Krasucki n'est pas né de la dernière pluie, il sait enrober de sucre, le fiel de sa trahison, ce qui l'amène à écrire quelques phrases apitoyées sur les bas salaires.

Mais c'est pour ajouter aussitôt :

« En tout état de cause, les revendications légitimes des catégories les plus mal classées, qu'il faut absolument soutenir, peuvent et doivent être formulées, selon nous, de telle façon qu'elles permettent le soutien mutuel et qu'elles favorisent la compréhension réciproque entre catégories de salariés ».

Autrement dit : « Mollo ! les manœuvres ! Faudrait voir à pas demander une trop grosse part du gâteau... sans quoi il ne restera rien pour nos chers ingénieurs ! »

LES « GAUCHISTES » (sic) VOILA L'ENNEMI !

Dans le même numéro de la V.O., un autre article relatant des incidents entre service d'ordre CGT de Renault et militants de la « Gauche prolétarienne », compare ces derniers aux nazis qui pourchassaient les militants communistes dans l'Allemagne de 1932/33, comparaison infâme entre toutes !

En 1933, M.M. les bonzes révisos, Thälmann, Edgar André et les syndicalistes rouges ne dinaient pas chez Hindenburg et Von Papen. Ils étaient pourchassés par la police de la République de Weimar, comme le sont aujourd'hui les militants révolutionnaires par les flics de Pompidou, Chaban et Marcellin.

Krasucki lui-même récidive dans le n° du 24 juin, mais là, le ton est devenu défensif :

« On assiste à la poursuite de campagnes menées de l'extérieur du mouvement syndical pour tenter d'intervenir dans ses affaires ou de se substituer à lui, tant à propos de la détermination des revendications que des méthodes d'action, et d'entraîner les travailleurs vers des aventures et des échecs.

Les inventeurs de systèmes, les amateurs de minorités agissantes, les pourfendeurs d'appareils — c'est-à-dire les destructeurs des organisations ouvrières — n'ont pas désarmé et ils trouvent des soutiens complaisants dans certains moyens d'expression de la bourgeoisie.

Cette activité entre en ligne de compte dans la stratégie du gouvernement, lequel espère qu'elle gênera l'action des travailleurs et de leurs syndicats et n'hésite pas à utiliser des éléments provocateurs. »

Faut-il donc que les « gauchistes » (c'est-à-dire les révolutionnaires, dans le langage réviso) soient nombreux, dans les rangs même de la C.G.T. pour que Krasucki et les siens se donnent tant de mal ! Mais voici mieux....

LA V.O. : « SOUTENONS LA JUSTE LUTTE DES FLICS POUR LEURS REVENDICATIONS » !

Dans le même numéro, en page 6, une colonne est consacrée aux « ennuis de M. Marcellin » :

« M. Marcellin a des ennuis, ses hommes se rebiffent. Oui, vous avez bien lu : les policiers se rebiffent ! « Les forces de l'ordre », comme on dit, proclament hautement, par le truchement de leurs syndicats, que l'Etat doit faire droit à leurs revendications, sinon... « Si nous nous ferons grève, d'une manière ou d'une autre. » Telle a été, à l'issue de son congrès, la position prise par

la Fédération autonome des syndicats de police. »

On va voir ce qu'on va voir ! D'ailleurs...

« Le Syndicat C.G.T. de la police rappelle, pour sa part, qu'il s'est toujours opposé — et il fut le seul — à cette espèce de contrat de progrès avant la lettre qui a fait, des personnels de la police, des citoyens diminués en échange d'un plat de lentilles. Dans un communiqué publié la semaine passée, ce même syndicat se déclare prêt à participer aux actions « qui devraient être décidées dans l'unité par les fédérations syndicales de la police ». Les revendications de la CGT et des autonomes se recoupent. Il s'agit pour les personnels de la police d'obtenir un véritable reclassement indiciaire pour toutes les catégories, ainsi qu'une revalorisation substantielle de toutes les indemnités. La revendication porte aussi sur la durée du service (44 heures, première étape vers les 40 heures, demande la Fédération C.G.T.) et une meilleure organisation du service. »

C'est un fait que depuis quelque temps, les policiers ont trop de travail. Toujours sur la brèche. Un jour à matraquer les étudiants, le lendemain, à taper sur les petits commerçants, le surlendemain à assommer des paysans, sans compter les perquisitions illégales, les rafles... Bref, ils n'ont plus une minute à eux, ils risquent de prendre des gçons, quel métier !

« Faut embaucher ! », tel est le cri unanime de ces Messieurs de la maison Parapluie. La V.O. est d'accord : « Nous ne sommes pas assez nombreux, disent les policiers, mais la C.G.T. dénonce, en même temps que cette insuffisance d'effectifs « pour assurer les tâches traditionnelles de la police dans l'intérêt de la population », la

mobilitation permanente et la concentration de forces de police uniquement destinées à la répression. » (Tu parles !)

Quant aux C.R.S., la V.O., compatissante, nous apprend qu'« ils ne veulent plus être considérés comme des robots... » Les pòvres !

Signalons enfin que la Fédération C.G.T. de la police a trouvé une solution au sous-emploi féminin : après les « soldates » de Debré, il propose l'embauche de « fliquettes », ou si vous préférez (?) :

« L'extension à toute la Police Nationale d'auxiliaires féminines existant à la préfecture de police et dont le travail, à la sortie des écoles notamment, est apprécié par la population. »

Tous (et toutes) soldats ou flics... « Ah ! Je ne plains pas notre jeunesse... », comme disait De Gaulle au temps de sa grandeur.

A BAS LA V.O. EN KÉPI !

Ce bref survol de numéros récents de la « Vie (anti) Ouvrière » montre que, descendant sans cesse plus bas dans la trahison, les bonzes révisos sont devenus les complices avoués de la répression, les défenseurs des forces de l'ordre-bourgeois, que ce soit à l'usine (les cadres répressifs) ou dans la rue (les flics).

Comme dit l'autre, « si les coups de pieds au c... pendaient aux arbres », Krasucki et Cie feraient bien de rester en terrain découvert.

Mais soyons justes, leur zèle à dénoncer les militants révolutionnaires et à se faire les porte-parole de la police nous fait gagner du temps, en ouvrant les yeux des travailleurs.

Cette trahison que nous dénonçons depuis des années, la V.O. la confirme, et de quelle éclatante manière ! Aux travailleurs d'en tirer toutes conclusions utiles !

L'ÉLECTORALISME : TROIS CONTINENTS, UNE MÊME FARCE

L'« Humanité » blanche, qui reproduit religieusement les accusations Khrouchtcheviennes de « néo-trotskyisme » à l'encontre du Parti communiste chinois, l'« Humanité » blanche, qui continue d'amalgamer « maoïstes » et trotskystes a été très discrète sur la victoire des « forces de gauche » aux élections du 27 mai à Ceylan.

UN FRONT MITTERAND-MARCHAIS-KRIVINE (SAUCE ASIATIQUE)

C'est que voyez-vous, la coalition de gauche en question comprend le Parti de la Liberté (bourgeoisie « progressiste »), le Parti révisionniste de Ceylan et... le parti trotskyste **Lanka Sama Samaj**.

C'est, en quelque sorte un front Mitterand-Marchais-Krivine, version asiatique.

Mme Bandaranaike, chef du « Parti de la Liberté » va donc revenir au pouvoir, qu'elle avait dû quitter il y a cinq ans.

Trotskystes et révisionistes ne joueront — comme avant 1965 — que le rôle de potiches dans cette coalition, car le « parti de la liberté » disposera à lui tout seul de 90 sièges sur les 115 remportés par la coalition de « gauche », et les 150 que comporte l'assemblée nationale de Ceylan. En d'autres termes, il dispose à lui tout seul de la majorité absolue.

A Ceylan, la grande majorité des communistes s'est organisée dès 1964 au sein du Parti Communiste Marxiste Léniniste de Ceylan, sous la direction du camarade N. Sanmugathan, ce qui fait que le parti « communiste » brejnevien n'est à Ceylan qu'une coquille vide, un appareil discrédité au sein des masses populaires. Pour garder un semblant de représentativité, des sièges au parlement et un ou deux portefeuilles de ministres-mannequins au sein d'un gouvernement bourgeois, cet appareil n'a pas hésité à s'allier avec les trotskystes. Ces derniers, de leur côté, n'ont pas davantage hésité à s'allier avec ceux qu'ils dénoncent (fraudemment) comme stali-niens.

On comprend donc l'embarras de la presse révisionniste d'ici ou d'ailleurs devant cette coalition d'ennemis soi-disant irréconciliables. Hé oui ! Camarades encore trompés par le P«C»F, les alliés des trotskystes ce sont les faux-communistes auxquels vous faites encore confiance. Ce ne sont pas, ce ne seront jamais les marxistes-léninistes. Mais ici — direz-vous — Marchais et Krivine ne sont pas alliés ! Disons qu'ils ne le sont pas encore, parce que la situation n'est pas encore propice à une telle alliance. Mais le P«C»F et les trotskystes ont l'un et l'autre participé à la mascarade des présidentielles, destinée à tromper les travailleurs ; les amis de Krivine s'évertuent à jouer les conciliateurs avec le groupe dirigeant du P«C»F...

Quant aux trotskystes de l'A.J.S. leur collusion avec ce groupe, notamment en milieu universitaire, a rendu à ce dernier et à son appendice l'UNEF « Renouveau » des services appréciables. Et eux aussi ont appelé les travailleurs à voter pour les candidats de « gauche », participant ainsi à la mystification électoraliste.

Oui, Ceylan, île de l'Océan Indien, de 12 millions d'habitants, c'est finalement tout près de chez nous.

Quant à l'avenir de la gauche cingalaise... il suffit de voir son passé. Au pouvoir de 1959 à 1965, elle n'a pu résoudre aucun des problèmes du sous-développement, legs du colonialisme britannique. Le programme de Mme Bandaranaike, 2^e manière, ressemble à celui d'Indira Gandhi, de Sukarno, de Goulart ou de Papaandréou.

Et l'histoire montre que les vellités « progressistes » de la bourgeoisie tournent court, ou même se transforment en leur contraire dès que l'impérialisme montre les dents.

Qu'en sera-t-il à Ceylan ? Le haut degré de combativité des masses cingalaises, l'existence d'un fort parti marxiste-léniniste lié aux masses joueront un rôle positif certain.

A Ceylan comme partout dans le monde d'aujourd'hui, le peuple travailleur sait qu'il n'a rien à attendre des urnes. C'est pourquoi il applaudira, bien sûr toute initiative positive du nouveau gouvernement, notamment en matière de politique étrangère, mais, sans se faire d'illusions sur la prétendue voie parlementaire vers le socialisme. Les bulletins de vote ne remplaceront jamais la lutte révolutionnaire.

LA VOIX DU « PEUPLE SOUVERAIN »... REVUE ET CORRIGÉE

A Saint-Domingue, des élections présidentielles se sont déroulées le 16 mai. Comme prévu le candidat de la C.I.A. et du Pentagone, Balaguer, président sortant, a été réélu à une « majorité écrasante ». Précisons toutefois que, malgré les pressions de toutes sortes, 40 % des électeurs ont boycotté le scrutin (chiffre officiel !).

Mais les méthodes électorales en vigueur dans cette République latino-américaine sont tellement cyniques que même le « Monde » renâcle. Dans son numéro du 1^{er} juin il décrivait d'un air dégoûté certaines des méthodes des gorilles de Saint-Domingue :

« A la veille de l'élection, la junte électorale, théoriquement neutre, a rappelé dans ses communiqués que la participation au vote était « non seulement un devoir, mais une véritable obligation ». L'absence d'un cachet sur la carte d'électeur était susceptible d'entraîner le retrait du passeport et pouvait en outre priver l'abstentionniste de son emploi.

L'achat des suffrages ou leur « multiplication » font également partie des « moyens » frauduleux. La « multiplication » des votes est particulièrement aisée en République dominicaine, où les femmes ont la possibilité, accordée par le président Balaguer, de voter sans carte d'électeur, à la seule condition de « paraître » vingt-cinq ans.

En République Dominicaine, où l'électeur peut voter dans n'importe quel bureau de vote du territoire national, des précautions sont naturellement prises pour éviter ces pratiques : un cachet apposé sur la carte d'électeur ou l'index trempé dans une encre rouge soi-disant indélébile. Or, il n'est pas impossible de posséder plusieurs cartes d'électeurs : le vernis incolore ou la graisse qui enduit l'index empêche l'encre de se fixer.

Des photographies publiées dans la presse ont montré le propre secrétaire général du Mouvement de la jeunesse (mouvement dépendant du parti réformiste de M. Balaguer) votant à deux reprises, une première fois à Saint-Domingue, avec le Président de la République, et une seconde fois, deux heures plus tard, à San-Cristobal, à 40 kilomètres de la capitale. Un autre système, qui avait déjà fait ses preuves en 1966, est celui des doubles urnes : un double de l'urne placée dans le bureau de vote est substitué, dès la clôture du scrutin, à l'original. »

Tout ça, ça fait de « bonnes » élections, et ça n'empêchera pas les révisionnistes latino-américains de continuer à prêcher pour la voie électorale. Prêcher dans le désert, il faut le dire, car dans cette partie du monde, plus personne ne les écoute...

DE SAINT-DOMINGUE A... NANCY

Bien entendu, nos révisionnistes diront « Saint-Domingue n'est pas Paris »...

Pourtant, outre le système électoral à deux tours, un des plus injustes du monde, les pratiques frauduleuses sont monnaie courante en France comme dans n'importe quelle république bananière. L'affaire de l'élection municipale de Corte, où les votants ont été deux fois plus nombreux que les inscrits, ou celle plus récente du Canton de Montgeron (Essonne) où 600 votes frauduleux ont été constatés dans la seule commune de... Vigneux, montrent que tous les partis bourgeois, y compris le P«C»F, fraudent à qui mieux mieux.

Et comme à Ceylan, ce jeu dérisoire aboutit à de singulières alliances.

Ainsi, à Nancy, le P«C»F et le PSU ont conclu une alliance, alors que huit jours plus tôt, dans le douzième arrondissement de Paris, ils échangeaient des injures.

Dans le 12^e, ils n'ont pas empêché l'ultra-réactionnaire De Bénouville, candidat de la majorité, d'être élu. A Nancy, ils n'empêcheront pas davantage Servan-Schreiber de vaincre sans péril ni gloire.

A propos de ce dernier, le « Monde », pourtant très « compréhensif » à l'égard du candidat-express, notait le 23 juin :

« Cette campagne a été effectivement menée par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber d'une façon qui est non seulement originale, mais préoccupante.

On est fondé, de ce fait, à se demander si de nouvelles mœurs politiques ne vont pas s'installer dans ce vieux pays. Attaqué sur l'ampleur des frais qu'il a engagés — selon lui de 140 000 à 170 000 francs —, le leader radical répond en évoquant les « sommes colossales » qu'auraient dépensées l'U.D.R. et le parti communiste. On se gardera d'intervenir dans cette querelle mais il faut bien constater que la campagne de Nancy avait de quoi surprendre, venant d'un homme qui n'hésitait pas à écrire dans son tout récent **Manifeste** : « Le pouvoir public deviendra indépendant des puissances d'argent. »

En effet ! Mais le célèbre J.J. S.S., trouve le moyen d'être à la fois un sioniste notoire et un « ami intéressé » (ô combien !) de Hermann Abs, président de la Deutsche Bank, ex-banquier du régime nazi. J.J. S.S. considère, primo que l'argent n'a ni couleur ni odeur et secondo que tous les coups sont permis... J.J. S.S. n'est pas délicat, ses imprésarii non plus !

Avant-hier, Rocard ; hier, De Bénouville ; aujourd'hui, Servan-Schreiber. Les vedettes du music-hall électoral font chacune leurs trois petits tours, en compagnie de « M. Loyal » du P«C»F...

Mais l'ennui, c'est que cela n'intéresse plus tellement les masses populaires.

Au deuxième tour des élections de Paris, plus de 52 % d'abstentions ! Et à Nancy, malgré l'énorme battage publicitaire et le déplacement de toutes les vedettes de la scène électorale, de Duclos à Comiti, en passant par Ballanger, Rocard, et Giscard-d'Estaing, 39 % d'abstentions dès le 1^{er} tour !

Dans les deux cas les citoyens qui n'ont pas jugé utile de se déranger constituent « le plus grand parti », pour parler comme M.M. Duclos, Poujade et autres Lecanuet.

Le vaincu, Souchal, indiquait au lendemain du premier tour, en parlant de sa défaite :

« Il semble que ce soit aussi un avertissement pour le gouvernement. Je préfère que cet avertissement soit sur le plan électoral, plutôt que sur le plan de l'avertissement du mois de mai 1968. »

Evidemment un tel « avertissement » est moins dangereux pour la bourgeoisie que la tempête révolutionnaire de Mai 68. Mais, le vrai avertissement, à Paris comme à Nancy, c'est l'indifférence ou l'hostilité des larges masses à l'égard des mascarades électorales bourgeoises, quel qu'en soient les vedettes, même si cette hostilité n'est pas encore dans la majorité des cas, le résultat d'un choix conscient.

Ce n'est pas encore la fin des illusions électoralistes. Mais, maintenant, cette fin n'apparaît plus si lointaine. Et c'est cela, entre autres, qui rend la bourgeoisie si nerveuse.

A Kogura, 400 JAPONAIS DÉMISSIONNENT DU PARTI RÉVISIONNISTE

Le 22 mai, à KITA KYU SHU, le député HAKUGO UENO, Président du Comité de KOGURA du Syndicat National des Journaliers Japonais, a démissionné du Parti « Communiste » Japonais, dirigé par la clique révisionniste MIYAMOTO. A sa suite, 400 autres membres se sont retirés à leur tour, du Parti révisionniste. Ils appartiennent pour la plupart au Comité de KOGURA de ce Syndicat des Journaliers (environ 1 500 adhérents) et à l'Association pour le maintien des conditions d'existence et de la santé (environ 5 000 adhérents).

Les démissionnaires sont en désaccord avec la direction MIYAMOTO qui trahit les principes marxistes-léninistes en abandonnant la lutte contre le traité de Sécurité nippo-américain, et en adoptant une ligne parlementariste.

Voyant que ces démissions en masse risquaient de lui faire perdre plus de 10 000 voix aux élections, la clique MIYAMOTO tenta de sauver la situation en envoyant des cadres révisionnistes par avion à KOGURA. Cela ne fit rien.

La démission d'un grand nombre de membres du P.«C.»J. à KOGURA est un fait important qui aura des répercussions sur l'ensemble du Japon.

C'est la preuve que les contradictions s'exacerbent entre la direction révisionniste du P.«C.»J. et le prolétariat japonais.